

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 394

13 février 2015

SOMMAIRE

CALOOCAN Spf S.A.	18868	Ferrero Trading Lux S.A.	18871
Camargue Investments S.A. SPF	18866	Firce Capital Luxembourg	18870
Camargue Investments S.A. SPF	18866	First Financial S.A.	18870
Casan S.A.	18866	First Financial S.A.	18872
Cedrat S.à r.l.	18867	French Toucan SA	18870
CERE II B Co-Invest Finance S.à r.l.	18866	Future Management Holdings S.A., SPF	18869
CEREP Ambroise S.à.r.l.	18866	Giusy and Co. Sàrl	18871
CEREP Bellini 1 S.à r.l.	18867	Global Cambridge Investment s.à r.l.	18871
CEREP Investment I S.à r.l.	18867	Goodman Finance Two (Lux) S.à r.l.	18872
Champs de Mars S.A.	18868	Greendale Partners	18869
Chinaboard Rehfeldt Group S.A.	18869	Grillionaire SPF	18872
Citran Greysac S.A.	18867	Grouse S.à r.l.	18871
Clarac S.A.	18868	JSS Multi Label SICAV	18895
Comptoir Pharmaceutique Luxembourg- geois S.A.	18867	Limited Edition S.à r.l.	18872
Consorts Mayer SCI	18894	Liv Invest 2	18873
Coriolan	18869	Madloch AG	18873
DBFlow S.A.	18873	RCW Partners	18874
Depolux S.A.	18912	Saja SA	18882
Depolux Works S.A.	18874	SaLoLux S.à r.l.	18881
EP Sp. z o.o. Société en Commandite Spé- ciale	18910	Sarasin Multi Label Sicav	18895
European Assets Development S.A.	18877	Sebia Capital 2 S.à r.l.	18887
FDV Venture	18878	Secteur Public France	18875
Felita S.A.	18870	Sharies Business Development S.à r.l.	18887

CERE II B Co-Invest Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.155,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 122.282.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008768/10.

(150009951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

CEREP Ambroise S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 109.673.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008769/10.

(150009790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Camargue Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 146.532.

Rectificatif au dépôt n° L120192491 effectué en date du 9 novembre 2012

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008748/11.

(150009746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Camargue Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 146.532.

Rectificatif au dépôt n° L 140124724 effectué en date du 17 juillet 2014

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008749/11.

(150009752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Casan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 72.451.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015008756/12.

(150010365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

CEREP Bellini 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 141.150.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008772/10.

(150010043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

CEREP Investment I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 113.153.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008773/10.

(150009827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Citran Greysac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 61.287.

Les comptes annuels au 31/05/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2015008782/11.

(150009866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Comptoir Pharmaceutique Luxembourgeois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 5.735.

Les comptes annuels au 30 juin 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008794/11.

(150010118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Cedrat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.075.

Par la présente, je tiens à vous faire part de ma décision de démissionner avec effet immédiat, de mon mandat de gérant de la Société CEDRAT S. à r. l.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Fabio MAZZONI

Gérant

Référence de publication: 2015008762/12.

(150009646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Clarac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3862 Schifflange, 56A, Cité Op Soltgen.
R.C.S. Luxembourg B 93.790.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration en date du 10 novembre 2014

- Monsieur Marc BEMTGEN est élu comme Président du Conseil d'administration pour la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée générale en date du 8 décembre 2014

- Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, l'assemblée décide de réduire le nombre de Commissaire en charge de la surveillance des opérations de la Société de deux (2) à un (1) et de maintenir la société LUX-AUDIT S.A. dans ses fonctions de Commissaire de la Société.

La société LUX-AUDIT S.A. demeure ainsi seul Commissaire en charge de la surveillances des opérations de la Société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schifflange, le 8 décembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2015008783/18.

(150010423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Champs de Mars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 135.987.

Conformément aux dispositions de l'article 51 bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B - 86 086, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Eric BREUILLE, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société CHAMPS DE MARS S.A., en remplacement de Monsieur Raphaël EBER, démissionnaire.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Pour: CHAMPS DE MARS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015008778/17.

(150010452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

CALOOCAN Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 78.376.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 19 décembre 2014

- L'Assemblée prend note des rapports du liquidateur et du commissaire vérificateur sur la liquidation de la Société.
- L'Assemblée approuve le rapport du commissaire vérificateur et les comptes de liquidation arrêtés au 16 décembre 2014.

- L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur, C.G. Consulting, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi qu'au commissaire vérificateur, Co-Ventures S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, relativement à l'exécution de leur mandat.

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation.

- L'Assemblée décide que les documents et registres de la société seront conservés pendant une période de cinq ans suivant la publication de la présente résolution au Journal officiel au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2015008747/19.

(150010085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Future Management Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 87.501.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 janvier 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015008930/11.

(150010320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Greendale Partners, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.700,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 181.806.

Les comptes annuels de la société pour la période du 17 Octobre 2013 (date de la migration) au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015008944/13.

(150009801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Coriolan, Société Anonyme.

Siège social: L-4811 Rodange, 46, rue Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 176.791.

Extrait des décisions prises par les administrateurs en date du 15 janvier 2015.

L'assemblée générale décide de remplacer le mandat du commissaire PUNDAMILIA - FAMILY OFFICE S.à r.l. inscrite au R.C.S. B 071385 par la société KOBUS S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 84077, ayant son siège social à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Janvier 2015.

CORIOLAN SA

Référence de publication: 2015008799/14.

(150009880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Chinaboard Rehfeldt Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 47.794.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2014 que, Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, a été administrateur pour terminer le mandat de Monsieur Nicolas Schaeffer, décédé.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Gabriele Schneider / Signature

Administrateur / -

Référence de publication: 2015008779/16.

(150009975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

First Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 82.419.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008919/9.

(150009612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Felita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 160.443.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015008904/11.

(150010448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Firce Capital Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 166.803.

Les statuts coordonnés au 17/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/01/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015008918/12.

(150010008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

French Toucan SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 180.287.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société en date du 31 décembre 2014 que:

L'Assemblée décide de clôturer la liquidation et déclare que la société FRENCH TOUCAN S.A. en liquidation a définitivement cessé d'exister.

L'Assemblée a pris les résolutions suivantes en application de la loi 10 août 1915 relatif aux sociétés commerciales et conformément à l'article 9 de ladite loi.

- que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège social de la société du Liquidateur à savoir VAN CAUTER SNAUWAERT & CO Sàrl sis au 80, rue des Romains L-8041 Strassen.

- que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux actionnaires qui ne seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

POUR EXTRAIT CONFORME

VAN CAUTER SNAUWAERT & CO Sàrl

Liquidateur

Référence de publication: 2015008924/22.

(150009695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Giusy and Co. Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 2, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 103.262.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015008954/10.

(150009968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Global Canbridge Investment s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 25, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 105.956.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015008956/10.

(150010326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Grouse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.
R.C.S. Luxembourg B 100.185.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale Extraordinaire du 2 janvier 2015

L'assemblée a pris les résolutions suivantes:

- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Johannes Hendrikus HERMSE du poste de gérant avec effet immédiat
- L'assemblée nomme au poste de gérant pour une durée indéterminée,

Monsieur Joannes JANSSENS, né à Ekeren le 17.10.1961, demeurant à 6 bte6, Willem Klooslaan à B-2050 ANVERS.
J. HERMSE / J. JANSSENS.

Référence de publication: 2015008967/13.

(150010241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Ferrero Trading Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.
R.C.S. Luxembourg B 46.117.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue en date du 16 décembre 2014

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats suivants jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2015 ou la nomination de leurs successeurs:

- Monsieur Nunzio Pulvirenti; Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Claudio Cavatorta; Administrateur;
- Monsieur Jorge De Moragas; Administrateur;
- Monsieur Bruno Ferroni; Administrateur;
- Monsieur Giuseppe Addezio; Administrateur;
- Monsieur Lucio Gomiero; Administrateur.

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprise de la Société DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 67895, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008906/21.

(150009959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Goodman Finance Two (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.610.000,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 172.094.

Le bilan au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008942/9.

(150010067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

First Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 82.419.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008920/9.

(150009884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Limited Edition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4108 Esch-sur-Alzette, 132A, rue d'Ehlerange.
R.C.S. Luxembourg B 135.558.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 18 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 426 du 19 février 2008; et dont les statuts ont été modifiés en date du 23 novembre 2010, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 15 du 5 janvier 2011

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015009081/13.

(150010558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Grillionaire SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 165.450.

Extrait de la décision d'administrateur unique du 15 janvier 2015

L'administrateur unique a adopté les résolutions suivantes:

- la démission de Monsieur Franz Bondy, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, de son poste d'administrateur;
- la démission de Monsieur John Siminoff, demeurant au 51, JFK Parkway, 9732182682, Short Hill, Etats-Unis d'Amérique;
- la démission de Monsieur Marco Gastaldi, demeurant au 29, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, de son poste d'administrateur;
- la nomination de Madame Marta Lavaroni, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, en tant qu'administrateur à partir de 1^{er} janvier 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en 2015;
- la nomination de Monsieur Etienne Mouthon, demeurant professionnellement au 1, Place Saint Gervais, 1201 Genève, Suisse, en tant qu'administrateur à partir de 1^{er} janvier 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/01/2015.

Référence de publication: 2015008946/23.

(150010359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Liv Invest 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 178.515.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social à Luxembourg, le 08 janvier 2015

La démission de Monsieur Gioacchino GALIONE de sa fonction d'administrateur est acceptée

Monsieur Louis VEGAS-PIERONI, Expert-comptable, né le 26.09.1967 à FAMECK, domicilié professionnellement au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est coopté en tant que nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme
LIV INVEST 2 S.A.

Référence de publication: 2015009083/14.

(150010040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

DBFlow S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 98.388.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 2 juin 2014:

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Patricia OSIEKA et Mme Frédérique VIGNERON ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2020.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour DBFLOW S.A.

Signature

Référence de publication: 2015008821/15.

(150010455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Madloch AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 183.970.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société MADLOCH A.G., qui s'est tenue en date du 14/01/2015.

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, G.T. Fiduciaires S.A. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121820.

Les actions au porteur émises sont à déposer endéans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur de la Loi auprès de ce dépositaire.

Les droits de vote et le droit aux dividendes des actions qui n'auront pas été immobilisées dans un délai de six mois seront automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai.

A défaut d'immobilisation dans les dix-huit mois, les actions seront annulées et il sera procédé à une réduction du capital souscrit correspondant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16.01.2015.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2015009097/25.

(150010278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Depolux Works S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Op Tomm.

R.C.S. Luxembourg B 148.553.

L'Assemblée, réunie en date du 23 décembre 2014, a pris les résolutions suivantes:

A) Approuve la révocation du commissaire aux comptes, SOFINTER GESTION S.à r.l., ayant son siège social L-5365 Munsbach, Parc d'activités Syrdall 2

B) Décide de nommer commissaire aux comptes pour une nouvelle période de six ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2020, ALVANA Sàrl, ayant son siège social L-3616 Kayl, 31, rue du Commerce, RC Luxembourg B 145642.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Le Bureau

Valentin Zoller / Alfredo Procacci / Peter Stroh

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2015007831/17.

(150009408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

RCW Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 115.385.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de la société anonyme «RCW Partners» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 115.385, constituée suivant acte notarié en date du 15 mars 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 1141 du 13 juin 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié du 033 décembre 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 356 du 13 février 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Cyrille TERES, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Mise en liquidation de la Société avec effet immédiat.

2.- Nomination de la société «EUROTIME S.A.», ayant son siège social au 163, rue du Kiem L-8030 Strassen à la fonction de liquidateur.

3- Détermination des pouvoirs du liquidateur.

4.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

5.- Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme seul liquidateur de la Société:

La société «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 56.177.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.
- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.
- le liquidateur pourra payer des avances sur boni de liquidation, en numéraire ou en nature, après avoir payé les dettes de la Société ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.
- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.
- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de donner décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants pré-mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, A. BURUS, C. TERES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18601. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015008364/68.

(150009076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Secteur Public France, Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.338.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

Stichting SPF, a foundation incorporated under the laws of The Netherlands, having its registered offices at Luna Arena, Herikerbergweg 238, 1101 CM, Amsterdam, The Netherlands and registered with the Chamber of Commerce and Companies of the Netherlands under number 56568711 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs Rachida MARTINOT, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 19 December 2014, which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be annexed to these minutes,

being the sole shareholder of Secteur Public France, a public limited liability company (société anonyme) organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173.338, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 4 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3039 of 17 December 2012 (the "Company"). The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

The Sole Shareholder, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to state that:

- the share capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares with a nominal value of one thousand euros (EUR 1,000.-) each, all of which are fully paid up.

- the appearing party is the Sole Shareholder of the Company and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.
- the Sole Shareholder resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation.
- the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at 23 December 2014 (the "Balance Sheet") declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, have been paid or have been duly retained;
- the Company's activities have ceased;
- the Sole Shareholder approves the Balance Sheet;
- the Sole Shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the dissolved Company;
- the Sole Shareholder irrevocably undertakes to assume and pay in the name and on behalf of the Company any other potential liabilities presently unknown to the Company and therefore not paid to date;
- the Sole Shareholder empowers TMF Luxembourg S.A. (i) to file any tax returns of the Company on its behalf with the Luxembourg tax authorities; (ii) to receive the tax refunds from the Luxembourg tax authorities due to any over-payments carried out by the Company; (iii) to settle any potential remaining costs of the Company with the refunds to receive from the tax authorities; and, (iv) to close all bank accounts of the Company that may remain opened and to instruct the transfer of any remaining funds from these bank accounts;
- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as closed;
- the Company's directors are hereby granted full discharge with respect to their duties;
- there should be proceeded to the cancellation of all issued shares;
- the books and documents of the Company shall be kept during a period of five years at L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J-F Kennedy.

However, no confusion of patrimony can be made between the dissolved Company and the assets of or the reimbursement to the sole shareholder before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, subject to no creditor of the Company currently dissolved and liquidated having requested the creation of security interest.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand one hundred euro (EUR 1,100,-).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party's proxyholder known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the appearing party's proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Stichting SPF, une fondation régie par le droit néerlandais, dont le siège social est sis à Luna ArenA, Herikerbergweg 238, 1101 CM, Amsterdam, Pays-Bas et enregistrée auprès de la Chambre de commerce et des sociétés des Pays-Bas sous le numéro 56568711 (l'"Actionnaire Unique"),

représentée par Madame Rachida MARTINOT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 décembre 2014, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement,

étant l'actionnaire unique de Secteur Public France, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.338, a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3039 du 17 décembre 2012 (la "Société"). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

Laquelle comparante, représentée comme décrite ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

- le capital social de la Société a été fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) représenté par trente-et-une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1,000.-) chacune, entièrement libérées;

- la comparante est l'Actionnaire Unique de la Société et elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;
- l'Actionnaire Unique décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation;
- l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 23 décembre 2014 (le «Bilan»), déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif résultant de la liquidation de la Société, est réglé ou a été dûment provisionné;
- l'activité de la Société a cessé;
- l'Actionnaire Unique approuve le Bilan;
- l'Actionnaire Unique est investi de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé;
- l'Actionnaire Unique déclare irrévocablement assumer et payer au nom et pour le compte de la Société tous éventuels autres passifs actuellement inconnus de la Société et dès lors impayés à cette date;
- l'Actionnaire Unique donne pouvoir à TMF Luxembourg S.A.: (i) de déposer toute déclaration fiscale de la Société en son nom auprès des autorités fiscales luxembourgeoises; (ii) de recevoir tout paiement/remboursement d'impôts de la part des autorités fiscales luxembourgeoises qui serait dû en raison de l'excédent d'impôt payé par la Société; (iii) de payer toute dette éventuelle de la Société qui resterait due avec le paiement/remboursement reçu par les autorités fiscales; et, (iv) de clôturer tous les comptes bancaires de la Société qui seraient encore ouverts ainsi que de procéder au transfert des fonds restants;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy;

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à, l'Actionnaire Unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la mandataire de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même mandataire de la comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Martinot, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63647. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008387/124.

(150008864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

European Assets Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 158.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015006292/9.

(150007180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

FDV Venture, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 86.049.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December,
before us Me Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of FDV Venture, a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 21 December 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 809 of 28 May 2002 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-86.049 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary on 21 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 704 on 13 April 2011.

The meeting was declared open at 10am and was presided by Mrs Audrey Lenert-Porzi, private employee, residing professionally in Luxembourg (the "Meeting").

The chairman appointed Mrs Ingrid Lafond, private employee, residing professionally in Luxembourg as secretary of the Meeting.

Mr Christophe Daum, private employee, residing professionally in Luxembourg is elected as scrutineer by the Meeting.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

I. The Meeting has been convened at this date and time by convening notice sent to each shareholder on the 3rd day of December, 2014:

A copy of such convening notices has been given to the bureau of the Meeting

II. That the agenda of the Meeting was the following:

Agenda

1 Approval of the interim balance sheet of the Company dated 31 October 2014 as opening balance sheet of the liquidation;

2 Approval of the dissolution and liquidation of the Company;

3 Acknowledgment of the termination of the mandates of Mr Philippe de Martel, Mr Pierre Vaquier, and Mr Laurent Lavergne as directors of the Company;

4 Appointment of Mr Jean-Louis Camuzat and Mr Philippe de Martel as liquidators of the Company;

5 Acknowledgment of the termination of the mandate of MAZARS Luxembourg S.A. as auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company;

6 Determination of the powers of the liquidators of the Company;

7 Miscellaneous.

III. The names of the shareholders and the number of shares held by each of them are indicated in an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau of the Meeting; such attendance list and proxies will remain attached to the present deed for registration purposes.

IV. It appears from the said attendance list that out of the issued share capital of the Company all 6,950 class A shares are represented and that out of the 347,500 issued class B shares 290265 class B shares are represented at the Meeting. The Meeting is so validly constituted and may validly resolve on its agenda known to all the shareholders present or represented.

V. The Meeting then, after having duly acknowledged the statements made by the chairman adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to approve the interim balance sheet of the Company dated 31 October 2014 as opening balance sheet of the liquidation.

Second resolution

The Meeting resolves to dissolve the Company and to put the Company into liquidation with immediate effect.

Third resolution

The Meeting acknowledges the termination of the mandates of Mr Philippe de Martel, Mr Pierre Vaquier, and Mr Laurent Lavergne as directors of the Company with immediate effect.

Fourth resolution

The Meeting resolves to appoint (i) Mr Jean-Louis Camuzat, born on 01 September 1963 in Fontenay-Aux Roses (France) with professional address at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg and (ii) Mr Philippe de Martel born on 04 April 1977 in Paris (France) with professional address at Coeur Défense Tour B, 100, Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France as liquidators of the Company (the "Liquidators");

Fifth resolution

The Meeting acknowledges the termination of the mandate of MAZARS Luxembourg S.A.as auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company with immediate effect.

Sixth resolution

The Meeting resolves that, in performing its duties, the Liquidators shall have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

The Liquidators may perform all the acts provided for by article 145 of the Law, without requesting the authorisation of the general meeting in the cases in which it is requested.

The Liquidators shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The Liquidators may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission, grant any release, with or without payment, of the registration of any charges, seizure, attachment or other opposition.

The Liquidators may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company or issue new shares under the Company's authorised share capital.

The Liquidators may under its own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the shareholders.

The Liquidators may under its own responsibility grant for the duration as set by it to one or more proxyholders such part of its powers as it deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the Liquidators for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The Meeting resolves to approve the remuneration of the Liquidators as agreed among the parties concerned.

There being no further business, the meeting is closed at 10.30 a.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand euros (1,000.-EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergence between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre,

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FDV Venture, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 21 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 809 du 28 mai 2002 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B-86.049 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois par acte du notaire instrumentant en date du 21 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 704, en date du 13 avril 2001.

L'assemblée est déclarée ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Audrey Lenert- Porzi, employée privée, demeurant professionnellement ("l'Assemblée").

Le président désigne comme secrétaire de l'assemblée Madame Ingrid Lafond, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur Christophe Daum, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, est désigné(é) comme scrutateur de l'Assemblée.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. L'Assemblée a été convoquée par lettre de convocation envoyée à chaque actionnaire le 3 décembre 2014.

Une copie de ces lettres de convocation a été déposée auprès du bureau de l'Assemblée.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Approbation du bilan intérimaire de la Société en date du 31 octobre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation;

2 Approbation de la dissolution et de la mise en liquidation de la Société;

3 Prise de connaissance du terme des mandats de M. Philippe de Martel, M. Pierre Vaquier, et M. Laurent Lavergne en tant qu'administrateurs de la Société;

4 Nomination de M. Jean-Louis Camuzat et de M. Philippe de Martel en tant que liquidateurs de la Société;

5 Prise de connaissance du terme du mandat de MAZARS Luxembourg S.A. en tant qu'auditeur («réviseur d'entreprises agréé») de la Société;

6 Détermination des pouvoirs des liquidateurs de la Société;

7 Divers.

III. Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'entre eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau. Cette liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

IV. Il résulte de cette liste de présence que sur l'intégralité du capital social émis, toutes les 6.950 actions de classe A sont représentées et que sur les 347.500 actions de classe B émises 290265 actions de classe B sont représentées à l'Assemblée. L'Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés.

V. L'Assemblée, après avoir dûment pris connaissance des déclarations faites par le président, a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver le bilan intérimaire de la Société en date du 31 octobre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation avec effet immédiat.

Troisième résolution

L'Assemblée reconnaît le terme des mandats de M. Philippe de Martel, M. Pierre Vaquier, and M. Laurent Lavergne comme administrateurs de la Société avec effet immédiat.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de nommer (i) Mr Jean-Louis Camuzat, né le 01 septembre 1963 à Fontenay-Aux Roses (France) ayant son adresse professionnelle au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg et (ii) Mr Philippe de Martel né le 04 avril 1977 à Paris (France) ayant son adresse professionnelle à Coeur Défense Tour B, 100, Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 Paris La Défense Cedex, France comme liquidateurs de la Société (les "Liquidateurs");

Cinquième résolution

L'Assemblée reconnaît le terme du mandat de MAZARS Luxembourg S.A. en tant qu'auditeur («réviseur d'entreprises agréé») de la Société avec effet immédiat.

Sixième résolution

L'Assemblée décide que, dans l'exercice de ses fonctions, les Liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus tel que prévu par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

Les Liquidateurs peuvent effectuer tous les actes prévus par l'article 145 de la Loi sans demander l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Les Liquidateurs disposeront de la signature sociale et seront habilités à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeurs ou en tant que défendeurs.

Les Liquidateurs peuvent renoncer à des droit de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, ils peuvent accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Les Liquidateurs peuvent, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société ou émettre de nouvelles actions dans le cadre du capital autorisé de la Société.

Les Liquidateurs peuvent, sous leur propre responsabilité, payer aux associés des avances sur le boni de liquidation.

Les Liquidateurs peuvent, sous leur propre responsabilité et pour une durée qu'ils fixent, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'ils croient appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du/des Liquidateur (s), pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'assemblée générale décide d'approuver la rémunération des Liquidateurs telle que convenue entre les parties concernées.

Plus rien n'étant prévu à l'ordre du jour, la séance est clôturée à 10.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille euros (1.000.-EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date en tête du présent acte.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, état et résidence, qui ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A. Lenert-Porzi, I. Lafond, C. Daum, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61489. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015007947/183.

(150008940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

SaLoLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 73, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 164.485.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunzehnten Tag im Monat Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit Amtswohnsitz zu Niederanven,

Sind erschienen:

1° Herr Lokman SAGIR, Schreiner, geboren am 1. Januar 1972 in Sarikamis (Türkei), wohnhaft in D-54294 Trier, Grimmstrasse, 39 (Deutschland), und

2° Herr Ismail KAHYAOGLU, Verputzer, geboren in Wittlich (D), am 13. April 1990, wohnhaft in D-54516 Wittlich, Brunostr.

Welche Erschienenen den instrumentierenden Notar ersuchen Folgendes zu beurkunden:

Herr Lokman Sagir, vorgenannt unter 1°, erklärt, dass er der alleinige Gesellschafter ist der Gesellschaft mit beschränkter Haftung SaLoLux S.à r.l., mit Sitz in L-6868 Wecker, 73, Duchscherstrooss, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter Sektion B und der Nummer 164.485, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den Notar Henri BECK, mit dem Amtssitz in Echternach am 28. Oktober 2011, veröffentlicht im Memorial C Nummer 3051 vom 13. Dezember 2011, (die „Gesellschaft“).

Herr Lokman Sagir, vorgenannt unter 1°, überträgt hiermit unter aller Gewähr rechtens die einhundert (100) Anteile, die er in der Gesellschaft SaLoLux S.à r.l. besitzt, an den unter 2° vorgenannten Herrn Ismail KAHYAOGLU, welcher hier anwesend ist und dies annimmt, zum dem zwischen den Parteien vereinbarten Preise, ausserhalb der Buchführung des unterzeichnenden Notares.

Herr Lokman Sagir, vorgenannt, in seiner Eigenschaft als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft SaLoLux S.à r.l., nimmt die vorgenannte Anteilsübertragung im Namen der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, an.

Im Anschluss an vorangehende Anteilsübertragung hat der vorgenannte alleinige Gesellschafter Herr Ismail KAHYAOGLU sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Im Anschluss an vorangehende Anteilsübertragung erklärt der alleinige Gesellschafter, dass die einhundert (100) Anteile der Gesellschaft wie folgt gehalten werden:

Herr Ismail KAHYAOGU, einhundert 100 Anteile
 TOTAL: EINHUNDERT 100 Anteile

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (EUR 12.500,-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (EUR 125,-).“

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst Herr Lokman Sagir als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft abzurufen.

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst Herrn Ismail KAHYAOGU, vorbenannt, alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Dauer zu ernennen.

Die Gesellschaft wird durch die einzige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf eintausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-) abgeschätzt.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Lokman Sagir, Ismail Kahyaoglu, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 décembre 2014. LAC / 2014 / 62199. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 8. Januar 2015.

Référence de publication: 2015005762/58.

(150005888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Saja SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 52.926.

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre,

Par devant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier restera dépositaire de la minute, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SAJA S.A.», (la «Société»), avec siège social à L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'avenir du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 52.926, constituée originellement sous la dénomination de GLOBINTER PARTICIPATIONS S.A. suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, alors notaire de résidence à Pétange en date du 20 novembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 37 du 20 janvier 21996, dont les statuts ont été modifiés la dernière fois, suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 septembre 2011, publié au the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2729 du 9 novembre 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Max MAYER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri DA CRUZ, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Junglinster

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Changement du pouvoir de signature statutaire du Conseil d'administration.
2. Annulation de la valeur nominale des actions
3. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 13,31 pour le porter de son montant actuel de EUR 30.986,69 à EUR 31.000,-.
4. Remplacement des actions existants par mille actions et fixation de la valeur nominale à EUR 31,-.
5. Refonte complète des statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Nominations statutaires.
7. Révocation du commissaire aux comptes et nomination de CIPLET S.A. comme nouveau commissaire aux comptes
8. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer le pouvoir de signature statutaire du Conseil d'administration pour lui donner la teneur suivante:

La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs, ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Deuxième résolution

L'assemblée décide supprimer la valeur nominale des actions.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de treize virgule trente-et-un euros (EUR 13,31) pour le porter de son montant actuel de trente mille neuf cent quatre-vingt-six mille virgule soixante-neuf euros (EUR 30.986,69) à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), sans la création d'actions nouvelles, et par un apport en numéraire de sorte que le montant de treize virgule trente-et-un euros (EUR 13,31) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de remplacer les actions existants par mille actions et de fixer de la valeur nominale à trente-et-un (EUR 31,-), de sorte que le capital est fixé trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (EUR 31,-) chacune.

Cinquième résolution

Afin de mettre les statuts en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'actionnaire unique décide de reformuler complètement les statuts afin de leur donner la teneur suivante:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SAJA S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (EUR 31,-) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le quinzième jour du mois de juin à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute personne à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Madame Aline MIQUEL, en tant qu'administratrice de la société et lui confère décharge pleine et entière.

Septième résolution

L'assemblée décide nommer au poste d'administrateur:

Madame Véronique Germaine Yvonne Marie COLIN, juriste, née le 12 mai 1962 à Schaerbeek (Belgique), demeurant à L-8421 Luxembourg, 4E, rue de Hagen.

Son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

Huitième résolution

L'assemblée décide révoquer le commissaire aux comptes actuel «Belthur Accounting Ltd» et décide de nommer pour une durée de six ans, la société «CIPLET FINANCE S.A.» avec siège social à L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'avenir du Prince Henri,, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152.160, comme nouveau commissaire aux comptes.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent cinquante euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 janvier 2015. Relation GAC/2015/374. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015008418/248.

(150009431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Sharies Business Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8272 Mamer, 11, rue Jean Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 101.736.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015007461/14.

(150008175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Sebia Capital 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 191.096.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of December.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-Les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Montagu IV East Town Co-Invest LP, an English limited partnership having its principal place of business located 2 More London Riverside, London SE1 2AP, whose registration number is LP015976, represented by its general partner MPE (GP IV) LP (the "Sole Shareholder"),

here represented by Me Michael Jonas, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given on 11 December 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Sebia 2 Capital S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191.096 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-Les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, on 14 October 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3474 on 20 November 2014. The articles of association have not been amended.

The Sole Shareholder representing the entire share capital declares having waived any notice requirement, the general meeting of shareholder is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the Company's share capital by an amount of seven hundred forty-five thousand three hundred ten euro (EUR 745,310) so as to raise it from its current amount of twelve thousand Euro (EUR 12,500) to seven hundred fifty-seven thousand eight hundred ten euro (EUR 757,810).

2. Issuance of seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class A ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class B ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class C ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class D ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class E ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class F ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class G ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class H ordinary shares, seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class I ordinary shares and seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class J ordinary shares, each having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) and subscription by Montagu IV East Town Co-Invest LP by a contribution in cash.

3. Acknowledgment of the report of the board of managers of the Company with respect to the creation of the authorized capital and granting of an authorisation to the board of managers of the Company to issue, from time to time, six million three hundred forty-seven thousand eight hundred forty (6,347,840) new shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each, hence creation of an authorised share capital, excluding the current issued share capital, of an amount of sixty-three thousand four hundred seventy-eight euro and forty cent (EUR 63,478.40) for a period of five (5) years from the date of the publication of the present authorisation in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

4. Amendment of article 5 of the articles of association.

5. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of seven hundred forty-five thousand three hundred ten euro (EUR 745,310) so as to raise it from its current amount of twelve thousand Euro (EUR 12,500) to seven hundred fifty-seven thousand eight hundred ten euro (EUR 757,810).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to issue:

- (i) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class A ordinary shares;
- (ii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class B ordinary shares;
- (iii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class C ordinary shares;
- (iv) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class D ordinary shares;
- (v) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class E ordinary shares;
- (vi) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class F ordinary shares;
- (vii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class G ordinary shares;
- (viii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class H ordinary shares;
- (ix) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class I ordinary shares; and
- (x) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class J ordinary shares each having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01).

Subscription and payment

Thereupon appeared:

Montagu IV East Town Co-Invest LP, aforementioned, represented as stated above, who declared to subscribe for the new shares as set out below:

- (i) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class A ordinary shares;
- (ii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class B ordinary shares;
- (iii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class C ordinary shares;
- (iv) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class D ordinary shares;
- (v) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class E ordinary shares;
- (vi) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class F ordinary shares;
- (vii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class G ordinary shares;
- (viii) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class H ordinary shares;
- (ix) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class I ordinary shares; and
- (x) seven million four hundred fifty-three thousand one hundred (7,453,100) class J ordinary shares,

and to pay for the new shares a price by a contribution in cash, which consists of seven hundred forty-five thousand three hundred ten euro (EUR 745,310) for the share capital and six million seven hundred seven thousand seven hundred ninety euro (EUR 6,707,790) for the share premium.

The aggregate amount of seven million four hundred fifty-three thousand one hundred euro (EUR 7,453,100) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder acknowledges the report of the board of managers of the Company with respect to the creation of the authorized capital and resolves to authorise the board of managers of the Company to issue, from time to time, as specified below, six million three hundred forty-seven thousand eight hundred forty (6,347,840) new shares divided into:

- (i) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class A ordinary shares;
- (ii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class B ordinary shares;
- (iii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class C ordinary shares;
- (iv) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class D ordinary shares;
- (v) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class E ordinary shares;
- (vi) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class F ordinary shares;
- (vii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class G ordinary shares;
- (viii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class H ordinary shares;
- (ix) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class I ordinary shares; and
- (x) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class J ordinary shares,

with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each, hence creating an authorised share capital, excluding the current issued share capital of sixty-three thousand four hundred seventy-eight euro and forty cent (EUR 63,478.40) for a period of five (5) years from the date of the publication of the present authorisation in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

A copy of the above mentioned report of the board of managers of the Company shall remain attached to the present minutes.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend Article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at seven hundred fifty-seven thousand eight hundred ten euro (EUR 757,810) divided into:

- (i) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class A ordinary shares (the “Class A Ordinary Shares”);
- (ii) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class B ordinary shares (the “Class B Ordinary Shares”);
- (iii) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class C ordinary shares (the “Class C Ordinary Shares”);
- (iv) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class D ordinary shares (the “Class D Ordinary Shares”);
- (v) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class E ordinary shares (the “Class E Ordinary Shares”);
- (vi) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class F ordinary shares (the “Class F Ordinary Shares”);
- (vii) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class G ordinary shares (the “Class G Ordinary Shares”);
- (viii) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class H ordinary shares (the “Class H Ordinary Shares”);
- (ix) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class I ordinary shares (the “Class I Ordinary Shares”); and
- (x) seven million five hundred seventy-eight thousand one hundred (7,578,100) class J ordinary shares (the “Class J Ordinary Shares”);

with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The authorised corporate capital of the Company, excluding the issued share capital, is set at sixty-three thousand four hundred seventy-eight euro and forty cent (EUR 63,478.40) represented by six million three hundred forty-seven thousand eight hundred forty (6,347,840) divided into:

- (i) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class A ordinary shares;
- (ii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class B ordinary shares;
- (iii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class C ordinary shares;
- (iv) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class D ordinary shares;
- (v) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class E ordinary shares;
- (vi) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class F ordinary shares;
- (vii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class G ordinary shares;
- (viii) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class H ordinary shares;
- (ix) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class I ordinary shares; and
- (x) six hundred thirty-four thousand seven hundred eighty-four (634,784) class J ordinary shares, with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

The board of managers is authorised during a period of time of five (5) years from the date of the publication of these articles of association in the *Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations*, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorised capital by issuing shares to the existing shareholders or any persons that have been approved by the shareholders at the same quorum and majority requirements as provided by article 189 paragraph 1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the board of managers may determine. More specifically, the board of managers may determine the subscription and payment conditions of the shares to be subscribed and issued, the time and the amount of the shares to be subscribed and issued, if the shares are to be subscribed with or without an issue premium, to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either in cash or assets other than cash, that shares be issued following the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the board of managers under the terms of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds notes or similar instruments), convertible preferred equity certificates, convertible bonds or notes or similar instruments issued from time to time by the Company. The board of managers may delegate to any authorised manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of managers within the limits of the authorised capital, the Article 5 of these Articles is, as consequence, to be adjusted to this amendment.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at four thousand two hundred euro (EUR 4,200.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de décembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-Les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Montagu IV East Town Co-Invest LP, un société en commandite anglaise ayant son siège principal au 2 More London Riverside, Londres SE1 2AP, dont le numéro est LP015976, représenté ici par son commandité MPE (GP IV) LP (l'«Associé Unique»),

ici représenté par Maître Michael Jonas, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant est l'unique associé de Sebia Capital 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.096 (la «Société»), suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 octobre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3474 le 20 novembre 2014. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

L'Associé Unique représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation. L'assemblée générale est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de sept cent quarante-cinq euros et trois cent dix centimes (EUR 745,310) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à sept cent cinquante-sept euros et huit cent dix centimes (EUR 757,810);

2. Emission de sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie A, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie B, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie C, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie D, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie E, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie F, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie G, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie H, sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie I et sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie J, ayant une valeur nominale d'un centime euro (EUR 0,01) chacune et souscription par Montagu IV FPS, Montagu IV Sebia Co-Invest LP et Montagu IV Sebia Co-Invest B LP par une contribution en numéraire.

3. Prise de connaissance du rapport du conseil de gérance en ce qui concerne la création du capital autorisé et octroi d'une autorisation au conseil de gérance de la Société d'émettre six millions trois cent quarante-sept mille huit cent quarante (6.347.840) parts nouvelles ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01), créant ainsi un capital social autorisé, excluant l'actuel capital social émis, de soixante-trois mille quatre cent soixante-dix-huit euros et quarante centimes (EUR 63.478,40) pour une période de cinq (5) ans à compter de la publication de la présente autorisation dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg.

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

5. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte à l'unanimité, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept cent quarante-cinq euros et trois cent dix centimes (EUR 745,310) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à sept cent cinquante-sept euros et huit cent dix centimes (EUR 757,810).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre:

- (i) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie A;
- (ii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie B;
- (iii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie C;
- (iv) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie D;
- (v) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie E;
- (vi) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie F;
- (vii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie G;
- (viii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie H;
- (ix) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie I; et
- (x) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie J; ayant une valeur nominale d'un centime euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription et paiement

Ont comparu

Montagu IV East Town Co-Invest LP, prénommé, représenté tel que défini ci-dessus, a déclaré souscrire les nouvelles parts sociales comme détaillé ci-dessous:

- (i) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie A;
- (ii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie B;
- (iii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie C;
- (iv) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie D;
- (v) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie E;
- (vi) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie F;
- (vii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie G;
- (viii) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie H;
- (ix) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie I; et
- (x) sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent (7.453.100) parts sociales ordinaires de catégorie J

et de payer pour ces nouvelles parts sociales un prix, par une contribution en numéraire, qui consiste en sept cent quarante-cinq euros et trois cent dix centimes (EUR 745,310) alloués au capital social et six millions sept cent sept mille sept cent quatre-vingt-dix euros (EUR 6.707.790) à la prime d'émission.

L'apport global d'un montant de sept millions quatre cent cinquante-trois mille cent euros (EUR 7.453.100) est entièrement alloué au capital social de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique prend connaissance du rapport du conseil de gérance de la Société par rapport à la création du capital autorisé et décide d'autoriser le conseil de gérance de la Société à émettre de temps à autre, comme spécifié ci-dessous six millions trois cent quarante-sept mille huit cent quarante (6.347.840) parts sociales nouvelles divisées en:

- (i) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie A;
- (ii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie B;
- (iii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie C;
- (iv) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie D;
- (v) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie E;
- (vi) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie F;
- (vii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie G;
- (viii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie H;
- (ix) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie I; et
- (x) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie J

ayant une valeur nominale d'une centime d'euro (EUR 0.01), créant ainsi un capital social autorisé, excluant l'actuel capital social émis, de soixante-trois mille quatre cent soixante-dix-huit euros et quarante centimes (EUR 63.478,40) pour une période de cinq (5) ans à compter de la publication du présent acte dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association du Luxembourg.

Une copie du rapport du conseil de gérance de la Société, mentionné ci-dessus restera annexé à ce procès-verbal.

Quatrième résolution

A la suite de la résolution précédente, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui a désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Emis.** Le capital émis de la Société est fixé à sept cent cinquante-sept euros et huit cent dix centimes (EUR 757,810) divisé en:

- (i) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie A (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie A»);
- (ii) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie B (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie B»);
- (iii) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie C (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie C»);
- (iv) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie D (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie D»);
- (v) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie E (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie E»);
- (vi) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie F (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie F»);

(vii) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie G (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie G»);

(viii) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie H (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie H»);

(ix) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie I (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie I»); et

(x) sept millions cinq cent soixante-dix-huit mille cent (7.578.100) parts sociales ordinaires de catégorie J (les «Parts Sociales ordinaires de Catégorie J»);

d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Loix.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Le capital social autorisé de la Société, excluant le capital social émis, est de soixante-trois mille quatre cent soixante-dix-huit euros et quarante centimes (EUR 63.478,40) représenté par six millions trois cent quarante-sept mille huit cent quarante (6.347.840) part sociales divisé en:

(i) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie A;

(ii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie B;

(iii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie C;

(iv) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie D;

(v) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie E;

(vi) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie F;

(vii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie G;

(viii) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie H;

(ix) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie I; et

(x) six cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-quatre (634,784) parts sociales ordinaires de catégorie J;

d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune.

Le conseil de gérance est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présents Statuts au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit jusqu'à concurrence du capital social autorisé, par émission de parts sociales aux associés existants ou à tout autre personne ayant reçu l'agrément des associés dans les conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 189 alinéa 1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

L'augmentation de capital pourra être souscrite, et les parts sociales y relatives émises, suivant les conditions à déterminer par le conseil de gérance. Plus précisément, le conseil de gérance peut déterminer les conditions de la souscription et de la libération des parts sociales à souscrire et à émettre, la date et le montant des parts sociales à souscrire et émettre, si les parts sociales seront souscrites au pair ou avec une prime d'émission, dans quelle mesure la libération des nouvelles parts sociales souscrites peut être acceptée en numéraire ou par des apports autres qu'en numéraire, que les parts sociales seront émises à la suite de l'exercice des droits de souscription et/ou de conversion accordés par le conseil de gérance selon les conditions des bons de souscription (pouvant être attachés ou séparés des parts sociales, de bons, d'obligations ou d'autres instruments similaires), bons convertibles, obligations ou d'autres instruments similaires émis de temps en temps par la Société. Le conseil de gérance peut déléguer à tout gérant, directeur, fondé de pouvoir ou tout autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des parts sociales représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital social dans les formes légalement requises par le conseil de gérance dans les limites du capital social autorisé, l'Article 5 des présents Statuts sera adapté en conséquence de la modification intervenue.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ quatre mille deux cents euros (EUR 4.200,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de ce même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, profession et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Jonas, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 23 décembre 2014. REM/2014/2811. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008386/365.

(150009118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Consorts Mayer SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8361 Goetzingen, 13, rue des Bois.

R.C.S. Luxembourg E 4.030.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 09 janvier 2014.

Les associés

- 1.- Madame Josette GEORGES-MAYER, mère au foyer, demeurant à L-1817 Luxembourg-Bonnevoie, 52, rue d'Ivoix
- 2.- Monsieur Pierre MAYER, retraité, demeurant à L-8361 Goetzingen, 13, rue des Bois, et
- 3.- Madame Madeleine-Lucie dite Malu MAYER, (actuellement inscrite comme ENGERTMAYER), mère au foyer, demeurant à A-2182 Palterndorf, Hauptstrasse 36.

Lesquels soussignés déclarent qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société civile "Consorts Mayer SCI", établie et ayant son siège social à L-8361 Goetzingen, 13, rue des Bois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section E, sous le numéro 4.030, et

se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale constate avec profond regret le décès de l'associée et gérante feu Madame Elisabeth MAYER-MOLITOR, décédée à Luxembourg, le 29 décembre 2014.

La succession, comprenant 300 (trois cents) parts d'intérêts est échue à parts égales à ses trois (3) enfants Josette GEORGES-MAYER, Pierre MAYER, et Madeleine-Lucie dite Malu MAYER, préqualifiés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate que les 600 (six cents) parts d'intérêts sont, après accord de tous les associés, détenues à parts égales par les associés, et que l'article 5 des statuts sera en conséquence modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le patrimoine social de la société est fixé à deux millions deux cent dix-huit mille euros (2.218.000,- EUR) divisé en six cents (600) parts d'intérêts sans valeur nominale, réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts d'intérêts
1.- Madame Josette GEORGES-MAYER	200
2.- Monsieur Pierre MAYER	200
3.- Madame Madeleine-Lucie dite Malu MAYER	200
Total:	600

Troisième résolution

L'assemblée générale constate l'Adresse de l'Associée et Gérante Madame Josette GEORGES-MAYER, est actuellement L-1817 Luxembourg-Bonnevoie, 52, rue d'Ivoix.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est close.

Signé: Josette GEORGES-MAYER / Pierre MAYER / Malu MAYER.

Référence de publication: 2015006186/39.

(150006672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

**JSS Multi Label SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Sarasin Multi Label Sicav).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 76.310.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreiundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

Fand die zweite ausserordentliche Generalversammlung der Anteilseigner der SARASIN MULTI LABEL SICAV, einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital, welche ihren Geschäftssitz in L-1528 Luxembourg hat, (die «Gesellschaft»), gegründet am 22. Juni 2000 durch notarielle Urkunde, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») Nr. 552 vom 2. August 2000 veröffentlicht wurde, statt.

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 76310.

Die zweite ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre („ausserordentliche Generalversammlung“) wird um 11 Uhr von der Vorsitzenden, Frau Melanie Ternité, Head Legal & Compliance, berufsansässig in Luxemburg, eröffnet.

Diese ernannt zur Schriftführerin Frau Suzana Dos Santos Pires, RBC Investor & Treasury Services, berufsansässig in Luxemburg,

Die ausserordentliche Generalversammlung ernannt Herrn Ronnie Neefs, Managing Director, berufsansässig in Luxemburg, zum Stimmzähler.

Die Vorsitzende stellt unter Zustimmung der ausserordentlichen Generalversammlung fest, dass:

- am 15. Dezember 2014, eine erste ausserordentliche Aktionärsversammlung einberufen wurde, welche nicht über die Tagesordnung abstimmen konnte.

- für diese zweite ausserordentliche Aktionärsversammlung welche über dieselbe Tagesordnung entscheiden wird, die Namensaktionäre gemäß den gesetzlichen Vorschriften frist- und formgerecht am 19. Dezember 2014 schriftlich zur Teilnahme an der ausserordentlichen Generalversammlung eingeladen worden sind;

- die Einberufung der ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre den gesetzlichen Bestimmungen entsprechend am 19. Dezember 2014 und 6. Januar 2015 im "d'Wort", im „Tageblatt“ sowie im "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht wurde;

- im Ausland die Veröffentlichungen am 19. Dezember 2014 und 6. Januar 2015 wie folgt erfolgten:

a) Österreich: im „Der Standard“;

b) Italien: im „Il Giornale“;

c) Deutschland: auf der länderspezifischen Webseite/Fondseite („Fund Finder“) - DE.

- die anwesenden und die vertretenen Aktionäre und deren Bevollmächtigte sowie die Anzahl ihrer Aktien in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind, die von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionären sowie der Schriftführerin, dem Stimmzähler und der Vorsitzenden unterzeichnet und diesem Protokoll beigefügt wird;

- sich aus der Anwesenheitsliste ergibt, dass 139.638,802 Aktien von insgesamt 13.319.817,48 ausgegebenen und sich im Umlauf befindlichen Aktien auf der ausserordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind.

- Die Tagesordnung der ausserordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Änderung der Statuten der Gesellschaft

Die Änderung der Statuten der Gesellschaft sehen abgesehen von formellen Anpassungen unter anderem die folgenden wesentlichen Änderungen vor:

a) Namensänderung (Art. 1)

Der Umbrella-Fonds „Sarasin Multi Label SICAV“ soll neu „JSS Multi Label SICAV“ heissen.

b) Geschäftssitz (Art. 4)

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Geschäftssitz der Gesellschaft innerhalb von Luxemburg-Stadt zu verlegen. Soll der Geschäftssitz der Gesellschaft jedoch in eine andere Gemeinde verlegt werden, bedarf es dazu einer Aktionärsbeschlusses anlässlich einer ausserordentlichen Generalversammlung.

c) Inhaber- und Namensanteile (Art. 6)

Es wird präzisiert, dass der Verwaltungsrat nur noch Namensanteile ausgibt.

d) Generalversammlung (Art. 10)

Es wird neu präzisiert, dass für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen an getrennten Generalversammlungen der Aktionäre betreffend einzelner Teilvermögen oder Anteilklassen die in Artikel 11 vorgesehenen Bestimmungen sinngemäss zur Anwendung kommen.

e) Beschlussfähigkeit und Abstimmungen (Art. 12)

Die Einladung kann vorsehen, dass die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse auf Grundlage derjenigen Anteile festgelegt werden, welche am fünften Tag, welcher der Generalversammlung um 24 Uhr (Luxemburger Zeit) vorausgeht,

ausgegeben und im Umlauf sind. Die Rechte eines Aktionärs zur Teilnahme und Abstimmung bei einer Generalversammlung richten sich ebenfalls nach seinem Anteilsbesitz zu diesem Zeitpunkt.

Auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, muss eine Generalversammlung einberufen werden.

Ferner können ein oder mehrere Aktionäre, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, verlangen, dass eine Generalversammlung einberufen wird und dass Abstimmungspunkte der Tagesordnung hinzugefügt werden.

f) Festlegung der Anlagepolitik (Art. 16)

Neu wurde die Möglichkeit zur Schaffung von Master-Feeder-Strukturen vorgesehen, der Erwerb von OTC-Derivaten sowie die Möglichkeit von Cross-Subfund-Investments vorgesehen.

g) Bewertung und Aussetzungen von Bewertungen (Art. 22)

Der Inventarwert pro Anteil („Inventarwert“) und die Verkaufs und Rücknahmepreise der Anteile jedes Teilvermögens können neu auch ausgesetzt werden, wenn die NAV-Berechnung, bzw. die Ausgabe und Rücknahme eines wesentlichen Anteils von Zielfonds ausgesetzt sind (Relevanz bei einem Fund of Funds) sowie wenn aufgrund nicht vorhersehbarer Umstände umfangreiche Rücknahmeanträge eingegangen sind und dadurch die Interessen der im Teilvermögen verbleibenden Aktionäre nach Ansicht des Verwaltungsrats gefährdet sind.

h) Festlegung des Inventarwertes (Art. 23)

Es wurde neu in (A) präzisiert, dass alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben, ebenfalls in die Festlegung des Inventarwertes miteinzubeziehen sind. Zudem wurden Bewertungsregeln für Zielfondsanlagen in den Statuten vorgesehen. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft (B) wurden betreffend die anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien im Detail (jedoch nicht abschliessend) weiterausgeführt und damit dem Verkaufsprospekt angeglichen. Zudem wurde in (D) das Single Swing Pricing eingefügt.

i) Verkaufspreis und Rücknahmepreis (Art. 24)

Es wurde neu festgehalten, dass der Rücknahmepreis ausnahmsweise auch mittels Sachausschüttung (Redemption in kind) kann sowie die Voraussetzungen und Bedingungen, die im Falle einer Sachausschüttung einzuhalten sind bzw. unter welchen eine solche stattfinden kann.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 15. Dezember 2014 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind und die Beschlüsse müssen mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre an der Generalversammlung gefasst werden.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschließt die Neufassung der Statuten der Gesellschaft im Sinne der aufgeführten redaktionellen, sprachlichen sowie gesetzlich erforderlichen Anpassungen sowie im Wesentlichen die in der Tagesordnung beschriebenen Änderungen wie folgt:

Die Gesellschaft

Art. 1. Es besteht eine Gesellschaft in der Form einer „Aktiengesellschaft“, die eine „Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital“ („SICAV“), unter dem Namen „JSS MULTI LABEL SICAV“ (die „Gesellschaft“), darstellt.

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein entsprechender Beschluss muss in der für Statutenänderungen vorgeschriebenen Form erfolgen.

Gegenstand

Art. 3. Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen bzw. jede spätere Fassung desselben (das „2010 Gesetz“) mit dem Ziel der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Massnahmen treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet und die durch das 2010 Gesetz zugelassen sind.

Geschäftssitz

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft wurde in Luxemburg-Stadt errichtet. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können durch Beschluss des Verwaltungsrates (der „Verwaltungsrat“), in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Geschäftssitz der Gesellschaft innerhalb von Luxemburg-Stadt zu verlegen. Soll der Geschäftssitz der Gesellschaft jedoch in eine andere Gemeinde innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden, bedarf es dazu eines Aktionärsbeschlusses anlässlich einer ausserordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft analog dem Verfahren für die Statutenänderung (Art. 29).

Falls der Verwaltungsrat befindet, dass Ereignisse höherer Gewalt vorliegen oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ausserordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Massnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung ihres Geschäftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert („Anteile“) dargestellt. Solche Anteile können verschiedenen Teilvermögen bzw. verschiedenen Anteilsklassen angehören und in unterschiedlichen Währungen ausgegeben werden; der Ausgabepreis jeder Anteilsklasse wird gemäss dem Anlageziel der jeweiligen durch dieselben dargestellten Sondervermögen (jeweils ein „Teilvermögen“) angelegt. Die Vermögen dieser verschiedenen Anteilsklassen werden gemeinsam im Einklang mit der besonderen Anlagepolitik des Teilvermögens, dem sie zugehörig sind, angelegt. Diese Anteilsklassen können unterschiedliche Dividendenpolitiken (z.B. ausschüttende und thesaurierende Anteile), Gebührenstrukturen, Hedging-Politiken oder andere besondere Merkmale aufweisen.

Die ausschüttenden Anteile berechtigen den Eigner derselben zum Dividendenbezug gemäss Beschluss der Generalversammlung der Anteilseigner, wie in Artikel 26 beschrieben. Die thesaurierenden Anteile berechtigen den Eigner derselben nicht zum Dividendenbezug und, wenn eine Dividende aus ausschüttenden Anteilen durch die Generalversammlung der Aktionäre der ausschüttenden Anteilsklasse erklärt wird, wird ein der Dividendenausschüttung entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil zugeschrieben werden, wie in Artikel 26 dargelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft als OGAW beträgt eine Million zwei hundert fünfzig Tausend (1.250.000,-) EURO.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jederzeit Anteile gem. Artikel 24 auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären der Gesellschaft ein Vorzugszeichnungsrecht zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem Mitglied des Verwaltungsrats oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder hierzu ermächtigten Person die Befugnis und Pflicht übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlung für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit bestimmen, dass in einem oder mehreren Teilvermögen die Ausgabe einer Anteilsklasse zeitweise oder auf unbestimmte Zeit beendet wird und die bereits ausgegebenen Anteile einer Anteilsklasse in eine andere Anteilsklasse oder umgekehrt umgetauscht werden.

Die Gesellschaft kann Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil im Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Teilvermögens, die nicht in EURO ausgedrückt sind, in EURO umgerechnet, so dass das Kapital die Summe in EURO der Inventarwerte aller Teilvermögen darstellt.

Inhaber und Namensanteile

Art. 6. Der Verwaltungsrat gibt nur Namensanteile aus. Inhaberanteile werden nicht mehr ausgegeben. Insofern früher Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform oder Zertifikate für Inhaberanteile in vom Verwaltungsrat beschlossenen Stückelungen ausgegeben wurden, sind diese mit Ertragsscheinen („Coupons“) versehen. Wenn ein Eigner von Inhaberanteilen den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilsklasse, falls der Verwaltungsrat diesen für ein oder mehrere Anteilsklassen anbietet, bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, wird eine vereinfachte Anteilsbestätigung erteilt. Der Verwaltungsrat kann beschliessen, Zertifikate für Namensanteile auszugeben, wenn ein Anteilseigner ein Zertifikat beantragt.

Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Stückelungen ausgegeben.

Namensanteile können in Bruchteilen von Anteilen ausgegeben werden, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen wurden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilscheine werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich, in gedruckter Form oder als Facsimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann vorübergehend Anteilscheine in vom Verwaltungsrat beschlossener Form ausstellen.

Anteile werden nach Annahme des Zeichnungsantrags und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises (gem. Artikel 24) ausgegeben. Der Zeichner wird unverzüglich die Lieferung effektiver Stücke bzw. wie oben dargelegt, eine Anteilsbestätigung erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um ausschüttende Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Anteilsregister („Register“) oder an eine andere dem Verwaltungsrat schriftlich angegebene Anschrift gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins an der/den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen. Wenn kein Ertragsschein innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vorgelegt wird, verjährt der Anspruch auf die Dividende und diese wird der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden ab der Zeit ihrer Fälligkeit keine Zinsen bezahlt.

Sämtliche ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register registriert, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen geführt wird, die hierzu von der Gesellschaft ernannt werden. Dieses Register soll den Namen jedes Eigners von Namensanteilen, seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt, (im Falle gemeinsam gehaltener Anteile nur die Adresse des Erstgenannten) und die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile enthalten. Jede Übertragung und Rückgabe eines Namensanteils wird in das Register eingetragen werden, nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die vom Verwaltungsrat für eine derartige Registrierung in Bezug auf den Rechtsanspruch auf den Anteil festgelegt wird. Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilsscheine. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung dieser Übertragung in das Register anlässlich der Aushändigung des/der Zertifikate/s über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Jeder Eigner eines Namensanteils muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an den Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Im Falle von Miteigentümern an Anteilen wird lediglich eine Anschrift im Register eingetragen und alle Mitteilungen werden an diese Anschrift gesandt werden.

Falls ein Anteilseigner eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann die Gesellschaft beschliessen, dass eine Mitteilung zu diesem Zweck in das Register eingetragen wird und dass angenommen wird, dass sich die Anschrift des Anteilseigners am Geschäftssitz der Gesellschaft befindet oder an einer anderen Adresse, wie sie jeweils durch die Gesellschaft eingetragen wird, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift mitgeteilt hat. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift ändern, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, wie sie durch die Gesellschaft jeweils bestimmt wird. Falls infolge einer von einem Zeichner gemachten Zahlung die Ausgabe von Bruchteilen erforderlich ist, wird ein solcher Bruchteil in das Register eingeschrieben werden. Dieser ergibt keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt derselbe, in dem Umfang wie die Gesellschaft es festlegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen wurden nur Anteilscheine, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

Verlorene und zerstörte Zertifikate

Art. 7. Falls ein Inhaber von Inhaberanteilen der Gesellschaft in zufriedenstellender Weise nachweisen kann, dass sein Anteilsschein verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann, auf sein Verlangen, ein Duplikat des Anteilsscheins unter denjenigen Bedingungen und Gewährleistungen ausgestellt werden, wie die Gesellschaft bestimmt, einschliesslich jedoch nicht beschränkt auf eine Garantieerklärung durch eine Versicherungsgesellschaft. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilsscheins, auf dem zu vermerken ist, dass es ein Duplikat ist, wird der ursprüngliche Anteilsschein, an dessen Stelle der neue ausgegeben worden ist, ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilsinhaber ausserordentliche Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates als Ersatz für den verlegten, beschädigten oder zerstörten Anteilsschein zu belasten.

Einschränkung des Anteilsbesitzes

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (ausser Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Teilvermögens oder einer Anteilsklasse von einer Person (im folgenden „ausgeschlossene Person“ genannt) erworben oder gehalten werden:

- a) die die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder Verfügungen von Regierungs- oder sonstigen Behörden verletzt; oder gemäss den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;
- b) unter Umständen, die nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führen, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere entgeltliche Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Gesellschaftsanteilen ausgeschlossen ist;
- b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, tatsächlicher oder rechtlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als „die Rücknahme-Aufforderung“ genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Register der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft den oder die Anteilsscheine, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend „Rücknahmepreis“ genannt), zu dem die genannten Anteile gemäss Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Teilvermögen und innerhalb eines Teilvermögens der betroffenen Anteilsklasse entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 23 dieser Statuten berechnet wird, abzüglich einer geltenden Rücknahmegebühr und/oder Handelsgebühren gem. Artikel 21.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigentümer solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Teilvermögens bzw. der jeweiligen Anteilsklasse geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder an dem Ort, wie in der Rückkaufnahme-Aufforderung niedergelegt, hinterlegt werden zur Zahlung gegen Aushändigung des Anteilsscheins oder der Zertifikate, welche die Anteile beurkunden, wie sie in der Rücknahme-Aufforderung benannt sind oder gegen Aushändigung von Zertifikaten, die Namensanteile darstellen, wenn solche Zertifikate ausgegeben worden sind. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist die Person, die als berechtigter Eigentümer erscheint, und berechtigt ist, den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle gegen tatsächliche Übergabe des Anteilsscheins oder der Zertifikate zu erhalten;

(4) Die Ausübung der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass in jedem Falle die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Generalversammlung der Aktionäre durch irgendeine ausgeschlossene Person ablehnen.

Rechte der Generalversammlung der Aktionäre

Art. 9. Jede ordnungsgemäss abgehaltene Generalversammlung stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich, unabhängig vom Teilvermögen oder von der jeweiligen Anteilsklasse, die von denselben gehalten werden. Sie hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Generalversammlung

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten. Diese findet am letzten Freitag des Monats Juli jeden Jahres um 11 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankwerktag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankwerktag in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls aussergewöhnliche Umstände dies gemäss Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Generalversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Getrennte Generalversammlungen der Aktionäre eines bestimmten Teilvermögens oder einer bestimmten Anteilsklasse oder verschiedener Teilvermögen oder verschiedener Anteilsklassen können auf Antrag des Verwaltungsrates bezüglich aller Angelegenheiten einberufen werden, die eine oder mehrere Teilvermögen oder Anteilsklassen und/oder eine Veränderung deren Rechte betreffen. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 11 dieser Statuten niedergelegten Regelungen sinngemäss. Eine getrennte Generalversammlung der Aktionäre kann bezüglich der betreffenden Teilvermögen oder Anteilsklassen über alle Angelegenheiten beschliessen, die gemäss Gesetz oder dieser Statuten nicht der Generalversammlung aller Aktionäre oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Generalversammlungen der Aktionäre dürfen nicht in die Rechte von Aktionären anderer Teilvermögen oder Anteilsklassen eingreifen.

Beschlussfähigkeit und Abstimmungen

Art. 11. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Generalversammlungen von Aktionären eines oder mehrerer Teilvermögen oder Anteilsklassen.

Jeder Anteil eines Teilvermögens oder einer Anteilsklasse hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Statuten oder das Gesetz auferlegten Einschränkungen.

Ein Aktionär kann an jeder Generalversammlung selbst teilnehmen oder sich mittels einer in Schriftform oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anders lautender gesetzlicher oder statutenmässiger Bestimmungen werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäss einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Aktionäre zu erfüllen sind, um an einer Generalversammlung teilnehmen zu können.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre aus.

Einladungen

Art. 12. Generalversammlungen bzw. weitere Generalversammlungen der Aktionäre werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Die Einladungen erfolgen in Übereinstimmung mit dem Luxemburgischen Recht. Die Einladung kann vorsehen, dass die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse auf Grundlage derjenigen Anteile festgelegt werden, welche bis zum fünften Tag, welcher der Generalversammlung um 24 Uhr (Luxemburger Zeit) vorausgeht, ausgegeben wurden und im Umlauf sind. Die Rechte eines Aktionärs zur Teilnahme und Abstimmung bei einer Generalversammlung richten sich ebenfalls nach seinem Anteilsbesitz zu diesem Zeitpunkt.

Auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, muss eine Generalversammlung einberufen werden.

Ferner können ein oder mehrere Aktionäre, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, verlangen, dass eine Generalversammlung einberufen wird und dass Abstimmungspunkte der Tagesordnung hinzugefügt werden.

Der Verwaltungsrat

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Aktionäre sein müssen. Eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder muss zu jeder Zeit aus Verwaltungsratsmitgliedern, Aktionären, Geschäftsführern oder Angestellten der Bank J. Safra Sarasin AG oder einer mit der Bank J. Safra Sarasin AG verwandter Gesellschaft bestehen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Aktionäre für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wieder wählbar. Ein Verwaltungsratsmitglied kann zu jeder Zeit auch ohne besonderen Grund durch Aktionärsbeschluss abberufen und/oder ersetzt werden. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Ruhestand, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder im Wege der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein neues Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre abberufen und/oder ersetzt werden.

Der Verwaltungsrat hat für seine Tätigkeit Anspruch auf eine Entschädigung die von der Generalversammlung der Aktionäre bestimmt wird.

Interne Organisation des Verwaltungsrates

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist. Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch zwei Mitglieder an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Schriftliche Einladungen zu allen Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind. Durch Zustimmungserklärung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden, welches ansonsten schriftlich oder durch Telefax oder E-Mail erfolgt. Eine Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats mittels einer Vollmacht in Schriftform oder durch Telefax oder E-Mail vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat ist nur bei einer ordnungsgemäss erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen verpflichten, ausser durch speziellen Verwaltungsratsbeschluss.

Vorbehaltlich wie folgt kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschliessen, wenn mindestens zwei Mitglieder des Verwaltungsrats anwesend (was ebenfalls mittels Telefonkonferenz oder Videokonferenz sein kann) oder vertreten sind. Beschlüsse werden durch eine Stimmenmehrheit der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Stimmen der Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Dem Vorsitzende des Verwaltungsrats fällt bei Stimmgleichheit der Stichentscheid zu. Die Verwaltungsratsmitglieder können auch schriftlich einstimmig einen Beschluss herbeiführen, dadurch dass sie ihre Zustimmung auf einer oder mehreren gleichlautenden Urkunden zum Ausdruck bringen.

Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Geschäftsführer und entsprechend stellvertretende Geschäftsführer sowie weitere Organe oder sonstige Bevollmächtigte ernennen, wie es für die Geschäfte und die Verwaltung der Gesellschaft notwendig erscheint. Jede dieser Ernennungen kann zu jeder Zeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Geschäftsführer brauchen nicht Mitglieder des Verwaltungsrats oder Aktionäre zu sein. Die so ernannten Geschäftsführer erhalten die Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden. Der Verwaltungsrat kann Vollmachten für die tägliche Führung der Gesellschaft und die Umsetzung der Geschäftspolitik der Geschäftsführung an natürliche Personen oder Rechtspersonen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten, Kompetenzen und Entscheidungsspielräume auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder nicht) besteht.

Protokolle der Verwaltungsratssitzungen

Art. 15. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder den Sekretär oder durch zwei andere Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit den weitreichenden Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, insbesondere im Einklang mit dem 2010 Gesetz, eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Statuten der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Aktionären in der Generalversammlung gemäss den Statuten zustehen und, ohne Einschränkung des Vorstehenden, ist der Verwaltungsrat allumfassend befugt, insbesondere die Anlagepolitik für sämtliche Teilvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäss Gesetz oder Verordnungen sowie solcher, die vom Verwaltungsrat beschlossen werden. Unter den vom 2010 Gesetz erlaubten Bedingungen ist der Verwaltungsrat zudem befugt, Feeder Teilvermögen aufzulegen und bestehende Teilvermögen in Feeder Teilvermögen umzuwandeln.

Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

a) in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:

- die an einem geregelten Markt (wie in Artikel 41 (1) a) des 2010 Gesetzes definiert) notiert oder gehandelt werden;
- die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union („EU“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden;
- die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet „Drittland“ alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und das Pazifikbeckens.

b) in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

c) in Anteile von nach der Richtlinie 2009/65/EG zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) Buchstaben a und b der Richtlinie 2009/65/EG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier („CSSF“) derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10 % seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

Die Anlagen der einzelnen Fonds in OGAW oder andere OGA sind auf maximal 10 % des Nettoinventarwertes der Fonds beschränkt, es sei denn, der Verkaufsprospekt sieht für einzelne Fonds vor, dass diese Beschränkung sich nicht anwendet. Der Verwaltungsrat kann gemäss Kapitel 9 des 2010 Gesetzes und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des aktuellen Verkaufsprospekts beschliessen, dass ein Teilvermögen mindestens 85% seines Vermögens in Anteile eines anderen OGAW (oder eines Teilvermögens eines solchen), der nach der EU-Richtlinie 2009/65/EG zugelassen ist und nicht selbst ein Feeder gemäss Kapitel 9 des 2010 Gesetzes ist und keine Anteile eines solchen Feeders hält, investiert.

Unter den vom 2010 Gesetz erlaubten Bedingungen darf jedes Teilvermögen der Gesellschaft in Anteile eines oder mehrerer anderen Teilvermögen der Gesellschaft anlegen.

d) in Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten, die ihren Gesellschaftssitz in einem Mitgliedstaat der EU oder in einem Mitgliedstaat der OECD oder in einem Land, das die Beschlüsse der Financial Actions Task Force („FATF“ bzw. Groupe d'Action Financière Internationale „GA-FI“) ratifiziert hat, haben (ein „Qualifiziertes Kreditinstitut“).

e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des 2010 Gesetzes fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Mio. EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 2013/34/EU erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) in Derivate einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente gemäss Artikel 41(1) g) des 2010 Gesetzes, die an einem wie unter vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt und/oder freihändig gehandelt werden („over the counter“ oder „OTC-Derivate“), sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des 2010 Gesetzes, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10 % des Nettoinventarwertes einer jeden Anteilsklasse in andere als die unter (a) bis (e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anlegen.

Die Gesellschaft legt höchstens 10 % des Nettoinventarwertes einer jeden Anteilsklasse in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20 % des Nettoinventarwertes einer jeden Anteilsklasse in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an. Die Obergrenze unter (f), erster Satz wird auf 35 % angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Abweichend von Punkten (a) bis (f) ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikotreuung bis zu 100% des Nettoinventarwertes einer Anteilsklasse in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Drittstaat oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass die Anteilsklasse Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Nettoinventarwertes der Anteilsklasse ausmachen dürfen.

Sofern mehrere Teilvermögen bestehen, kann ein Teilvermögen unter den in Artikel 181 Absatz 8 des 2010 Gesetzes festgelegten Voraussetzungen in andere Teilvermögen der Gesellschaft investieren.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, dass eine Änderung des 2010 Gesetzes zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass er solche neuen Bestimmungen anwendet.

Unvereinbarkeitsbestimmungen

Art. 17. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind oder ein Verwaltungsratsmitglied, Aktionär, Geschäftsführer oder Angestellter derselben ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Aktionär, Geschäftsführer oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonst wie Geschäfte tätigt, ist nicht, infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma, verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen, und diese Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offen zu legen.

Der hier verwendete Ausdruck „persönliches Interesse“ umfasst nicht irgendein Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Bank J. Safra Sarasin AG (oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen) oder ein mit derselben mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen betrifft.

Die vorstehenden Bestimmungen werden nicht angewandt, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Freistellung

Art. 18. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, eines anderen Unternehmens, an dem die Gesellschaft beteiligt ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird; ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird; im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Vertretung

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Delegationsbeschlüsse gefasst hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer oder Prokuristen bzw. durch die Einzelunterschrift solcher Personen für Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitgliedern die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Wirtschaftsprüfer

Art. 20. Der Verwaltungsrat ernennt einen Wirtschaftsprüfer („réviseur d'entreprises agréé“), der die in Artikel 154 des 2010 Gesetzes beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Rücknahme und Umwandlung von Anteilen

Art. 21. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Aktionär kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt,

- dass die Gesellschaft nicht gezwungen ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von drei aufeinander folgenden Bewertungstagen bei einer wöchentlich erfolgender Bewertung oder von sieben aufeinander folgenden Bewertungstagen bei einer täglich erfolgenden Bewertung mehr als 10 % der ausstehenden Anteile einer Anteilsklasse zurückzukaufen;

- dass Rücknahmeanträge für einzelne Teilvermögen einen Mindestbetrag wie im Verkaufsprospekt beschrieben aufweisen müssen;

- dass die Gesellschaft das Recht hat, alle ausstehenden Anteile eines Teilvermögens eines Anlegers zurückzukaufen, falls der Rücknahmeantrag zu einem Restbestand von weniger als 5.000 Euro oder einem anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Betrag der im Verkaufsprospekt angegeben wird, in diesen Teilvermögen führt.

Erhält die Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in irgendeinem Zeitraum von drei (wöchentlichen) oder sieben (täglich) aufeinander folgenden Bewertungstagen Rücknahmegesuche für mehr als 10 % der ausstehenden Anteile eines Teilvermögens bzw. einer Anteilsklasse, kann sie diese Rücknahmen bzw. Umwandlungsanträge bis zum dritten, wenn diese wöchentlich erfolgen (oder bis zum 7. bei einer täglichen Bewertung) darauf folgenden Bewertungstag, den Bestimmungen des Verkaufsprospektes gemäss hinausschieben. Solche Anträge sind an den nachfolgenden Bewertungstagen zu den dann geltenden Kursen gegenüber später eingegangenen Rücknahmeanträgen bevorzugt zu behandeln.

Sofern nichts anderes im Verkaufsprospekt bestimmt ist, wird der Rücknahmepreis üblicherweise innerhalb von fünf Geschäftstagen nach dem betreffenden Bewertungstag respektive nach dem Eingangsdatum der Anteilsscheine (wenn diese ausgegeben werden) geleistet, je nachdem welches Datum später ist. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Teilvermögens und der jeweiligen Anteilsklasse in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikel 23 berechnet, abzüglich von geschätzten Veräusserungskosten und/oder einer Rücknahmegebühr wie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt und im Verkaufsprospekt beschrieben.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von aussergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Teilvermögens bzw. einer Anteilsklasse nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch ohne Zinsen.

Jeder derartige Rücknahmeantrag hat schriftlich am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg bzw. bei einer anderen Person oder Stelle, die von der Gesellschaft als Rücknahmeagent für Anteile bestellt worden ist, zu erfolgen. Das/die gültige/n Zertifikat/e für solche Anteile, versehen mit einem gültigen Übertragungsnachweis bzw. Vollmacht muss der Gesellschaft bzw. den hierfür bestellten Agenturen zugegangen sein, bevor der Rücknahmepreis ausgezahlt wird. Zurückgenommene Gesellschaftsanteile werden annulliert.

Umwandlung

Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass in Bezug auf eines oder mehrere Teilvermögen oder Anteilsklasse jeder Anteilseigner die gänzliche oder teilweise Umwandlung („Umtausch“) seiner Anteile in Anteile eines anderen Teilvermögens, sowie innerhalb eines Teilvermögens, die Umwandlung seiner Anteile in Anteile einer anderen Anteilsklasse des gleichen oder, gegebenenfalls eines anderen Teilvermögens beantragen kann, gemäss einer Umwandlungsformel und Grundsätzen, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden und im geltenden Verkaufsprospekt der Gesellschaft dargelegt werden. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, die Umwandlung gegebenenfalls nur für einige (und nicht für alle) Teilvermögen respektive Anteilsklassen zu erlauben. Der Verwaltungsrat kann weiterhin Einschränkungen hinsichtlich der Frequenz von Umwandlungsanträgen und die Erhebung einer Umwandlungsgebühr beschliessen und im Verkaufsprospekt bekannt geben.

Liquidation

Sollte über einen Zeitraum von 30 aufeinander folgenden Tagen der Inventarwert aller ausstehenden Anteile eines bestimmten Teilvermögens geringer als 20 Millionen EURO bzw. der Gegenwert in der Währung des betreffenden Teilvermögens sein, oder wenn der Verwaltungsrat dies für angemessen hält, aufgrund von Änderungen der ökonomischen oder politischen Gegebenheiten, welche für das entsprechende Teilvermögen einflussreich sind, oder aufgrund der Interessen der betreffenden Anteilseigner, kann der Verwaltungsrat beschliessen die Inhaber des betreffenden Teilvermögens darüber unterrichten, dass sämtliche Anteile des betreffenden Teilvermögens zu dem in der Benachrichtigung angegebenen Bewertungstag nach der Mitteilungsfrist gültigen Inventarwert (abzüglich der Liquidationskosten und/oder geschätzten Handelsgebühren, die im Verkaufsprospekt beschrieben sind) aber ohne Rücknahmegebühr zurückgenommen werden.

Die Schliessung eines Teilvermögens verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile aus anderen als den oben genannten Gründen, kann nur mit dem Einverständnis der Anleger des betroffenen Teilvermögens erfolgen. Dazu ist eine ordnungsgemäss einberufene Generalversammlung der Anteilseigner dieses Teilvermögens notwendig. Zur Beschlussfähigkeit ist kein Quorum erforderlich und Entscheide erfordern die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile.

Verschmelzung

Der Verwaltungsrat kann ferner, im Einklang mit den Bestimmungen des 2010 Gesetzes, die Vermögenswerte eines Teilvermögens in ein anderes Teilvermögen der Gesellschaft oder zu den Vermögenswerten eines anderen OGAWs (das entweder in Luxemburg oder einem anderen EU-Mitgliedsstaat etabliert ist und entweder als Gesellschaft oder „fonds commun de placement“aufgelegt ist) oder zu den Vermögenswerten eines Teilvermögens eines anderen solchen OGAWs verschmelzen. Die Gesellschaft benachrichtigt die Anleger der betreffenden Teilvermögen im Einklang mit der CSSF Verordnung 10-5. Jeder Anleger der betreffenden Teilvermögen hat die Möglichkeit die Rücknahme oder den Umtausch seiner Aktien ohne Kosten zu verlangen (ausgenommen Veräusserungskosten), dies während mindestens 30 Tagen vor dem Inkrafttreten der Verschmelzung.

Eine Verschmelzung, die als Konsequenz hat, dass die Gesellschaft als Ganzes aufhört zu bestehen, muss von den Anlegern der Gesellschaft beschlossen werden. Eine solche Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum durch Beschluss einer einfachen Mehrheit der vertretenen und stimmenden Aktien.

Sollte über einen Zeitraum von 30 aufeinander folgenden Tagen der Gesamtwert der Inventarwerte aller ausstehenden Anteile der Gesellschaft geringer als 20 Millionen EURO sein, kann der Verwaltungsrat die Ausgabe, den Umtausch und gegebenenfalls die Rücknahme aller Anteile einstellen und sämtliche ausstehenden Anteile zwangsweise zurücknehmen, jedoch ohne Rücknahmegebühr. Eine ausserordentliche Generalversammlung wird in dem Fall umgehend einberufen zwecks Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Teilvermögens nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen

Art. 22. Der Inventarwert pro Anteil („Inventarwert“) und die Verkaufs- und Rücknahmepreise der Anteile jedes Teilvermögens der jeweiligen Anteilsklasse wird durch die Gesellschaft wenigstens zweimal im Monat gemäss Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt (jeder Tag oder Zeitpunkt für diese Bestimmung wird hierin als „Bewertungstag“ bezeichnet).

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, die Umwandlung und die Rücknahme von Anteilen eines Teilvermögens aussetzen, ebenso wie die Umwandlung von und in Anteile eines solchen Teilvermögens:

(a) wenn ein Wertpapiermarkt oder eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Teilvermögens gehandelt wird (ausser an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen, oder der Wertpapierhandel erheblich eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) während einer aussergewöhnlichen Notlage, die die Veräusserung oder Bewertung der von der Gesellschaft in einem Teilvermögen gehaltenen Anlagewerte, gemäss Einschätzung des Verwaltungsrats, unmöglich macht oder die für die verbleibenden Anleger des entsprechenden Teilvermögens abträglich ist;

(c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers dieses Teilvermögens eingesetzten Nachrichtenverbindungen zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig sind;

(d) wenn die Überweisung von Geldern für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen unmöglich ist oder, gemäss Einschätzung des Verwaltungsrats, die Überweisung von Geldern für den Kauf oder zur Veräusserung von Kapitalanlagen der Gesellschaft nach der Einschätzung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen erfolgen kann;

(e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung zu einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner;

(f) im Fall einer Entscheidung ein Teilvermögen oder die Gesellschaft zu verschmelzen, falls dies im Hinblick auf den Schutz der Interessen der Anleger berechtigt ist; oder aber

(g) im Fall eines Feeder Teilvermögens, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder Umwandlung der Anteile des Master ausgesetzt ist

(h) im Falle eines Teilvermögens, dass ausschliesslich in Zielfonds investiert, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder Umwandlung eines substantiellen Teils der Zielfonds ausgesetzt ist

(i) wenn aufgrund nicht vorhersehbarer Umstände umfangreiche Rücknahmeanträge eingegangen sind und dadurch die Interessen der im Teilvermögen verbleibenden Aktionäre nach Ansicht des Verwaltungsrats gefährdet sind.

Die Gesellschaft wird die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen unverzüglich einstellen, sobald ein die Liquidation zur Folge habendes Ereignis eintritt oder die luxemburgische Aufsichtsbehörde dies anordnet.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder zum Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme von Anteilen irgendeines Teilvermögens hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes und die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eines anderen Teilvermögens.

Festlegung des Inventarwertes

Art. 23. Der Inventarwert je Anteil jedes Teilvermögens und, soweit anwendbar, der Inventarwert je Anteil der innerhalb eines Teilvermögens ausgegebenen Anteilsklassen, wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag

bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Teilvermögens oder der betreffenden Anteilsklasse durch die Anzahl der entsprechenden Anteile dieses Teilvermögens oder dieser Anteilsklasse dividiert wird.

Der gesamte Inventarwert des betreffenden Teilvermögens repräsentiert dabei den Verkehrswert der in ihm enthaltenen Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

Der Inventarwert je Anteil jeder Anteilsklasse eines Teilvermögens repräsentiert den Verkehrswert der auf die entsprechende Anteilsklasse entfallenden Vermögenswerte, abzüglich der derselben zugeordneten Verbindlichkeiten sowie Erträge und Kosten, die aufgelaufen sind, dividiert durch die Zahl der entsprechenden Anteile.

Wenn ein Ausgleichskonto geführt wird, kann eine Zahlung auch bezüglich aufgelaufener Erträge aus dem Ausgleichskonto durchgeführt werden.

Die Bewertung des Inventarwerts der verschiedenen Teilvermögen erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassen- bzw. Kontobestände, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere (Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Verkehrswert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinslichen Wertpapieren, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
- g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, dass solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
- h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbarer Kasse bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlten Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäss Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere werden wie folgt bewertet:

a) Börsennotierte Wertpapiere werden zu den am Zeitpunkt der Nettoinventarwertberechnung letztbekanntesten Kursen bewertet. Falls ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist vom letztbekanntesten Kurs an der Börse, an welcher die vom Teilvermögen gehaltenen Wertpapiere erworben wurden, auszugehen.

Bei Wertpapieren, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und dessen letzter verfügbarer Kurs nicht repräsentativ ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern besteht, welche marktkonforme Preise anbieten, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere aufgrund so festgesetzter Preise vornehmen.

b) Wertpapiere, welche an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden wie börsennotierte Wertpapiere bewertet.

c) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem letzten erhältlichen Marktpreis bewertet; ist ein solcher nicht verfügbar, werden diese Wertpapiere gemäss anderen vom Verwaltungsrat der Gesellschaft zu bestimmenden Grundsätzen auf Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewertet.

d) Festgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

(e) Wertpapiere, die von offenen Investmentfonds ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Nettovermögenswert bzw., nach Massgabe der Bestimmungen unter (a) oben, zum Kurs am Ort ihrer Notierung zu bewerten.

(f) Der Veräusserungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäss den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleich bleibender Weise zu bewerten. Der Veräusserungswert von Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Kontrakte an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionskontrakte dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Massgabe, dass bei Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einem Geschäftstag, für den der Nettoinventarwert ermittelt wird, veräussert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräusserungswertes dieses Kontrakts ist.

(g) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmässig abgeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Be-

wertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den der betreffende Fonds beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäss den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmässig abbeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschliessen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

(h) Die Swap-Transaktionen werden regelmässig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäss den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäss einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

(i) Alle anderen Wertpapiere und zulässigen Vermögenswerte sowie die vorgenannten Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäss der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Wert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäss den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

(j) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekannten Nettoinventarwert bewertet. Zudem können Anteile anderer OGAW und OGA auf der Basis eines geschätzten Nettoinventarwertes derartiger Aktien oder Anteile bewertet werden. Abweichungen zwischen dem geschätzten und dem tatsächlichen, erst nach dem Bewertungszeitpunkt des Nettoinventarwertes des Teilvermögens erhältlichen Nettoinventarwert der Zielfonds werden nicht angeglichen.

(k) Die sich bei dieser Bewertung ergebenden Beträge werden zum jeweiligen Mittelkurs in die Buchführungswährung umgerechnet.

Zur Absicherung des Währungsrisikos abgeschlossene Terminkontrakte werden bei der Umrechnung berücksichtigt.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Teilvermögens lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Teilvermögens zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten folgendes:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen, einschliesslich der Übersetzungskosten und der Kosten zur Aufrechterhaltung der ausländischen Registrierungen, wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren des Anlageberaters, der Depotstelle und aller anderer Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Verkaufsprospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilsinhaber verfügbar gemacht werden, Marketing und Werbungsaufwendungen;

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden;

d) ein angemessener für Steuerverpflichtungen zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien. Dies beinhaltet die Gründungskosten der Gesellschaft, die der Verwaltungsgesellschaft geschuldeten Gebühren (Verwaltungsgebühr sowie Dienstleistungsgebühr) sowie zusätzlich alle Kosten, die durch die Tätigkeit der Gesellschaft entstehen, einschliesslich (ohne Begrenzung) steuern, Kosten für Rechtsberater und Wirtschaftsprüfungsdienste, Druckkosten für Vollmachten zur Einberufung der Hauptversammlung, Anteilszertifikate, Rechenschaftsberichte und Prospekte sowie Herstellungs- und Druckkosten von wesentlichen Anlegerinformationen, Kosten für andere Verkaufsförderungs- und Marketingmassnahmen, eventuell entstehende Kosten für die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen sowie für die Zahlung der Ausschüttung, Kosten der Zahlstellen, Registrierungsgebühren und andere Kosten in Zusammenhang mit der Berichterstattung an Aufsichtsbehörden in den verschiedenen Vertriebsländern, Entschädigung und Auslagen des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Zinsen, Börsenzulassungs- und Brokergebühren, Erstattung von Auslagen an die Verwahrstelle und alle anderen Vertragspartner der Gesellschaft sowie Kosten für die Veröffentlichung des Inventarwerts je Anteil und der Ausgabepreise.

Jegliche Verbindlichkeit irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ist auf das/die Teilvermögen beschränkt.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmässigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

(C) Für jedes Teilvermögen sowie jede Anteilsklasse des entsprechenden Teilvermögens wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen ermitteln:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jeder Anteilsklasse eines Teilvermögens soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet, das für diese Anteilsklasse eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäss den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige derivativen Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Anlagevermögen zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Anlagevermögens oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Anlagevermögens steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Anlagevermögen zugeordnet.

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht klar einem bestimmten Anlagevermögen zugeordnet werden kann, werden dieselben durch den Verwaltungsrat in einer Weise, die nach den Gesamtumständen als fair und vernünftig angesehen werden kann, zugeordnet werden, wobei Wirtschaftsprüfer konsultiert werden sollen;

e) Ab dem Tage ab dem eine hierzu befugte Person eine Dividende für eine Anteilsklasse erklärt hat, wird der Inventarwert dieser Anteilsklasse um den Dividendenbetrag ermässigt, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der ausschüttenden und thesaurierenden Anteile jedes Teilvermögens.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäss Artikel 21 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist, werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung der betreffenden Anteilsklasse lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Verkehrswertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

Falls an einem Handelstag die Summe der Zeichnungen bzw. Rücknahmen aller Anteilsklassen eines Teilvermögens zu einem Nettokapitalzufluss bzw. -abfluss führt, kann der Nettoinventarwert des betreffenden Teilvermögens an diesem Handelstag erhöht bzw. reduziert werden (sog. Single Swing Pricing). Die maximale Anpassung des Nettoinventarwertes ist im Verkaufsprospekt geregelt. Der auf die einzelnen Teilvermögen anwendbare Prozentsatz wird von einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Komitee festgelegt. Die Anpassung führt zu einer Erhöhung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen zu einem Anstieg der Anzahl der Aktien des betroffenen Teilvermögens führen. Sie resultiert in einer Verminderung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen einen Rückgang der Anzahl der Aktien bewirken. Der Verwaltungsrat kann für jedes Teilvermögen einen Schwellenwert festsetzen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettofondsvermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des jeweiligen Teilvermögens bestehen. Eine Anpassung des Nettoinventarwertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem Handelstag überschritten wird.

Verkaufspreis und Rücknahmepreis

Art. 24. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert pro Anteil basieren für das jeweilige Teilvermögen und die jeweilige Anteilsklasse, erhöht um geschätzte allfällige Anlagekosten von nicht mehr als 1 % wenn, und insoweit der Verwaltungsrat dies beschlossen und im geltenden Verkaufsprospekt bekannt gegeben hat, mit der Massgabe, dass jeweils diesbezüglich alle Zeichnungsanträge an einem selben Ausgabebetrag gleich behandelt werden, sowie um eine Verkaufsgebühr, die an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühr sich nach den jeweiligen Gesetzen richtet. Der so errechnete Preis („Verkaufspreis“) ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschliessenden Zeitraums von nicht mehr als fünf Werktagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar.

Der Verkaufspreis kann mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft angenommene Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Teilvermögens bzw. der jeweiligen Anteilsklasse berechnet, ermässigt um allfällige geschätzte Veräusserungskosten und/oder eine Rücknahmegebühr wie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen und im geltenden Verkaufsprospekt bekannt gegeben. Der so definierte Preis („Rücknahmepreis“) wird gemäss Artikel 21 ausbezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag oder mit Zustimmung des betreffenden Aktionärs mittels einer Sachausschüttung (Sachauslage) erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft mit separatem Bericht zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung der Aktionäre sichergestellt sein muss, u.a. auch dadurch, dass die verursachten Kosten dem betreffenden Aktionär in Rechnung gestellt werden.

Rechnungsjahr

Art. 25. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. April und endet am 31. März des folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in EURO. Falls gemäss Artikel 5 verschiedene Teilvermögen bzw. verschiedene Anteilsklassen bestehen, deren Anteilswert in anderen Währungen als EURO ausgedrückt werden, werden diese in EURO umgerechnet und in den konsolidierten geprüften Jahresabschluss in EURO einbezogen, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats und der Einladung zur jährlichen Generalversammlung allen Anteilhabern 15 Tage vor jeder jährlichen Generalversammlung zur Verfügung gestellt wird.

Gewinnverteilung

Art. 26. Dividenden können durch Verwaltungsratsbeschluss zu jeder Zeit auf die Anteile eines Teilvermögens ausbezahlt werden.

Wann immer eine Dividende auf ausschüttende Anteile erklärt wird, muss ein entsprechender Betrag jedem thesaurierenden Anteil des gleichen Teilvermögens zugeordnet werden.

Dividendenausschüttungen an die Anteilseigner ausschüttender Anteile eines Teilvermögens bzw. einer Anteilsklasse werden von einer Mehrheit der entsprechenden Anteilseigner ratifiziert. Ferner können die Anteilseigner bei der Generalversammlung Dividendenausschüttungen bestimmen.

Die erklärten Dividenden werden normalerweise in der Währung, in welcher die Anteile des jeweiligen Teilvermögens notiert sind, bezahlt, oder ausnahmsweise in einer anderen Währung, welche der Verwaltungsrat beschliesst und sie wird an denjenigen Orten und denjenigen Zeiten bezahlt, wie der Verwaltungsrat beschliesst.

Der Verwaltungsrat kann den anwendbaren Wechselkurs zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Zahlungswährung definitiv festlegen.

Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft davon nicht berührt wird.

Ferner können Dividenden auf ausschüttende Anteile in jedem Teilvermögen eine Zuteilung aus dem Ausgleichskonto erhalten, falls ein solches für ausschüttende Anteile jedes Teilvermögens bzw. jeder Anteilsklasse geführt wird; bei Ausgabe von solchen Anteilen wird in dem Fall jeweils eine Gutschrift gebucht und bei Rücknahme von solchen Anteilen wird eine Belastung in einem Betrag gebucht, der sich aus dem aufgelaufenen Einkommen für die jeweiligen ausschüttenden Anteile ergibt.

Verwaltungsgesellschaft, Anlageverwalter- und Anlageberater

Art. 27. Die Gesellschaft kann eine OGAW Verwaltungsgesellschaft ernennen oder eine Anlageberatungs- oder Verwaltungsvereinbarung mit einem fachkundigen Anlageverwalter bzw. fachkundigen Anlageberater abschliessen, im Rahmen derer diese Gesellschaft als Anlageverwalter bzw. Anlageberater tätig sein wird, um die Gesellschaft bezüglich der Portefeuille-Anlagen zu beraten. Im Falle eines Vertrages mit Bank J. Safra Sarasin AG oder einer ihrer Tochtergesellschaften, und im Falle der Kündigung dieser Vereinbarung aus irgendeinem Grunde wird die Gesellschaft auf erste Anforderung der Bank J. Safra Sarasin AG oder einer ihrer Tochtergesellschaften hin ihren Namen in eine Firmenbezeichnung ändern, die das Wort „JSS“, „Sarasin“ oder die Buchstaben „Sar“ nicht mehr enthält.

Ausschüttung bei Auflösung

Art. 28. Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt (bei welchen es sich um natürliche Personen oder juristische Personen handeln kann), die von der Generalversammlung der Anteilhaber benannt werden, die eine solche Auflösung beschliesst und welche deren Verfügungsgewalt und deren Honorierung festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jedes Teilvermögen bzw. auf jede Anteilsklasse soll durch die Liquidatoren an die Anteilhaber jedes Teilvermögens und jeder Anteilsklasse im Verhältnis ihrer Anteile in das betreffende Teilvermögen bzw. die betreffende Anteilsklasse aufgeteilt werden.

Änderung der Statuten

Art. 29. Diese Statuten können jederzeit durch eine Generalversammlung abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die gemäss luxemburgischen Recht erforderliche Beschlussfähigkeit und Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen, welche die Rechte von Anteilhabern einer Anteilsklasse gegenüber denjenigen einer anderen Anteilsklasse betreffen, sollen davon abhängig sein, dass das entsprechende Quorum bzw. die Mehrheit auch in der anderen Anteilsklasse erzielt wird.

Allgemein

Art. 30. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Statuten geregelt sind, werden festgelegt gemäss dem Gesetz von 1915 über kommerzielle Gesellschaften und Änderungen hierzu, sowie dem 2010 Gesetz.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg-Stadt, am Sitz der Gesellschaft, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, welche alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben alle mit Uns, Notar, die gegenwärtige Urkunde, unterschrieben.

Gezeichnet: M. TERNITE, S. DOS SANTOS PIRES, R. NEEFS und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 26 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2248. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 6. Februar 2015.

Référence de publication: 2015021389/859.

(150024758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

EP Sp. z o.o. Société en Commandite Spéciale, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 193.593.

STATUTES

Excerpts of the limited partnership agreement («the Agreement») of EP Sp. Z o.o. Société en Commandite Spéciale a special limited partnership, executed on 25th November, 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. EP Spółka z ograniczon odpowiedzialno ci , a limited liability company existing and incorporated under the laws of the Republic of Poland with its registered office located at ul. Kominiarska 42B, 51-180 Wrocław, Poland, entered into the register of entrepreneurs of the National Court Register maintained by the District Court for the Wrocław-Fabryczna, VI Commercial Department of the National Court Register under the number 0000373198, hereinafter referred to as the „General Partner“.

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Financial year.

2.1 Name:

The Partnership shall have the name: EP Sp. Z o.o. Société en Commandite Spéciale.

2.2 Purpose:

2.2.1 The Partnership's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property as the Partnership shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Partnership may think fit.

2.2.2 The Partnership may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and grant to any company or entity associated in any way with the Partnership, in which the partnership has a direct or indirect financial or other interest, any assistance, loan, advance or guarantee, as well as borrow and raise money in any manner and secure the payment of any money borrowed.

2.2.3 The Partnership may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

2.2.4 The Partnership may take any action and perform operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

2.2.5 The Partnership may (a) engage in such other activities as the General Partner deems necessary, advisable, convenient or incidental to the foregoing and (b) engage in any lawful acts or activities not inconsistent with the foregoing.

2.2.6 The Partnership may receive donations in cash or in kind either from the Partners or third parties.

2.3 Registered Office:

The Partnership shall have its registered office at 2 Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.4 Financial Year:

The financial year of the Partnership for the financial and Partnership accounting purposes shall be the calendar year starting from January 1st and ending on December 31st.

3. Designation of the manager and signatory powers.

3.1 The management, control and operation of and the determination of policy with respect to the Partnership and its investments and other activities shall be vested exclusively in the General Partner, which is hereby authorized and empowered on behalf and in the name of the Partnership and in its own name, if necessary or appropriate, but subject to the other provisions of this Agreement, to carry out any and all of the purposes of the Partnership and to perform all

acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that they may in their sole discretion deem necessary, advisable, convenient or incidental thereto. In particular the General Partner is exclusively authorized and empowered to subscribe for, acquire, transfer under any title, sell, redeem or otherwise dispose of any financial instruments, included but not limited to shares, partnership interests and bonds, as well as any other property rights held by the Partnerships.

3.2 All powers not expressly reserved to the Limited Partner by the Law or the Agreement fall within the competence of the General Partner, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the object of the Partnership.

3.3 The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner, or in case of plurality of General Partners, by the sole signature of any General Partner or by the sole signature of any person to whom the power to sign on behalf of the Partnership has been validly delegated by the General Partner (s) in accordance with article 6.4. of the Agreement.

3.4 The General Partner may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The General Partner will determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed are in any case revocable ad nutum by decision of the General Partner (s).

4. Liability.

4.1 The General Partner will be personally jointly and severally liable with the Partnership for all liabilities that cannot be covered by the assets of the Partnership.

4.2 The General Partner shall not be liable to the Partnership or any (Limited) Partner, and each Limited Partner by accepting herein Agreement does release the General Partner, for any act or omission, including any mistake of fact or error in judgment, taken, suffered or made by the General Partner in good faith and in the belief that such act or omission is in or is not contrary to the best interests of the Partnership and is within the scope of authority granted to the General Partner in this Agreement.

5. Date on which the Partnership commences and Date on which it ends. The Partnership is formed for an unlimited period of time.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

Extrait d'un contrat de société sous seing privé en date du 25 novembre 2014 (les "Statuts") que la société en commandite spéciale EP Sp. Z o.o. Société en Commandite Spéciale a été constituée ce même jour.

1. Associés commandités tenus conjointement et solidairement responsables. EP Spółka z ograniczon odpowiedzialno ci , une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit Polonais, ayant son siège social au ul. Kominiarska 42B, 51-180 Wrocław, Pologne, inscrite au registre des entrepreneurs du Registre de la Cour Nationale et maintenu par la Cour du District de Wrocław-Fabryczna, Département Commercial VI du Registre de la Cour Nationale sous le numéro 0000373198, décrit ci-après en tant que „Associé Commandité”.

2. Dénomination, Objet social, Siège social, Exercice social.

2.1 Nom:

La dénomination de la société en commandite spéciale est: EP Sp. Z o.o. Société en Commandite Spéciale.

2.2 Objet social:

2.2.1 L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans n'importe quelle société ou entité Luxembourgeoise ou étrangère et acquérir au travers de participations, de contributions, d'achats, d'options ou de toutes autres manières tous titres, droits, intérêts, brevets, marques et licences ou d'autres biens que la Société jugera approprié, et plus généralement de détenir, gérer, développer, grever, vendre ou disposer, en tout ou en partie, pour telle contrepartie que la Société peut penser appropriée.

2.2.2 La Société peut également conclure, assister ou participer à toutes transactions financières, commerciales ou autres et accorder à toute société ou entité associée de n'importe quelle manière avec la Société, dans laquelle la Société a un intérêt financier ou autre, direct ou indirect, toute assistance, prêt, avance ou garantie ainsi qu'emprunter et lever des fonds de quelque manière que ce soit et d'assurer le paiement de toute somme empruntée.

2.2.3 La Société peut utiliser toutes techniques, moyens légaux, et instruments pour gérer ses investissements efficacement et se protéger elle-même contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

2.2.4 La Société peut prendre toute action et effectuer toute opération qui est, directement ou indirectement, liée à son objet afin de faciliter la réalisation de cet objet.

2.2.5 La Société peut (a) s'engager dans d'autres activités considérées comme nécessaires, recommandables, appropriées ou accessoires et (b) s'engager dans tout acte légal ou activité non-incomptable avec ce qui précède.

2.2.6 La Société peut recevoir de ses associés et de parties-tierce des contributions en numéraire ou en nature.

2.3 Siège Social:

La Société a son siège social au 2 Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2.4 Exercice social:

L'exercice social de la Société sera l'année calendrier commençant le 1^{er} janvier de chaque année et se terminant le 31 décembre de la même année.

3. Désignation des gérants et pouvoir de signature.

3.1 La gestion, le contrôle et le fonctionnement et la définition de la politique de la Société et de ses investissements et d'autres activités seront dévolus exclusivement à l'Associé Commandité, qui est autorisé et habilité pour le compte et au nom de la Société et en son nom propre, si nécessaire ou approprié, mais sous réserve des autres dispositions du présent accord, à procéder à n'importe quel et tous les objectifs de la Société et à effectuer tous les actes et conclure et exécuter tous les contrats et autres engagements qu'il peut à sa seule discrétion juger nécessaires, souhaitables, pratiques ou accessoires. En particulier, l'Associé Commandité est exclusivement autorisé et habilité à souscrire, acquérir, transférer sous quelque titre que ce soit, vendre, rembourser ou disposer autrement de tous instruments financiers dont font partie mais pas limité à, les actions, les droits et les obligations, ainsi que tout autre droit de propriété détenu par la Société.

3.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés aux associés commanditaires par la loi ou par le présent accord relèvent de la compétence de l'Associé Commandité, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

3.3 La Société sera engagée par la seule signature de l'Associé Commandité, ou en cas de pluralité des Associés Commandités, par la seule signature de n'importe quel Associé Commandité ou par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signer au nom de la Société a été valablement délégué par le /les Associé(s) Commandité(s) en accord avec l'article 6.4 du présent accord.

3.4 L'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agent(s) ad hoc afin d'effectuer certaines tâches spécifiques. L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et la rémunération (le cas échéant) de cet/ces agent(s), la durée de la période de représentation et de toute autre condition de l'accord. Le/les agent(s) ainsi désigné(s) est/ sont révocable(s) ad nutum par décision de l'/des Associé(s) Commandité(s).

4. Responsabilité.

4.1 L'Associé Commandité sera personnellement conjointement et solidairement responsable avec la Société pour tous les engagements qui ne pourraient être couverts par les actifs de la Société.

4.2 L'Associé Commandité ne sera pas responsable envers la Société ou envers tout Associé Commanditaire, et chaque Associé Commanditaire en donnant son accord sur le présent contrat libère l'Associé Commandité de toute responsabilité, pour tout acte ou omission, ce y compris tout erreur de fait ou erreur de jugement, commise, affectée ou prise par l'Associé Commandité de bonne foi et dans la mesure où tel acte ou omission est dans, ou n'est pas contraire au meilleur intérêt de la Société et est dans le périmètre de responsabilité confiée à l'Associé Commandité dans le cadre du présent accord.

5. Date de création de la Société et son terme.

La Société est créée pour une durée indéterminée.

EP SP. z.o.o.

Marcin Wyrwas / Signature

GENERAL PARTNER / President of the Board

Référence de publication: 2015007905/139.

(150008662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Depolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 107.594.

L'Assemblée, réunie en date du 23 décembre 2014, a pris les résolutions suivantes:

A) Approuve la révocation du commissaire aux comptes, SOFINTER GESTION S.à r.l., ayant son siège social L-5365 Munsbach, Parc d'activités Syrdall 2

B) Décide de nommer commissaire aux comptes pour une nouvelle période de six ans, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2020, ALVANA Sarl, ayant son siège social L-3616 Kayl, 31, rue du Commerce.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Le Bureau

Albert Heister / Valentin Zoller / Albert Heister

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2015007830/16.

(150009407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.
